

ECHANGES COMMUNISTES

NUMERO 1

DECEMBRE 2021

LA REVOLUTION SOCIALISTE ET LA QUESTION DE L'UNION EUROPEENNE



RASSEMBLEMENT COMMUNISTE
POLE DE RENAISSANCE COMMUNISTE EN FRANCE
ASSOCIATION NATIONALE DES COMMUNISTES
PARTI COMMUNISTE REVOLUTIONNAIRE DE FRANCE

Page 4: Union Européenne et révolution socialiste (RC)

Rassemblement communiste

Page 9: Brexit, Frexit, sortie de l'UE: Un regard communiste

Association Nationale des Communistes (ANC)

**Page 12: De la signification révolutionnaire de la dialectique
du « Frexit progressiste » et du Socialisme**

Pôle de Renaissance Communiste en France (PRCF)

Page 16: Les communistes face à l'UE

Parti Communiste Révolutionnaire de France (PCRF)

ÉCHANGES COMMUNISTES

Bulletin dont l'objectif est la Reconstruction Communiste en France

Présentation

Ce bulletin Échanges Communistes est une étape nouvelle dans le travail commun de quatre organisations communistes que sont le Parti Communiste Révolutionnaire de France (PCRF), l'Association Nationale des Communistes (ANC), le Pôle de Renaissance Communiste en France (PRCF), le Rassemblement Communiste (RC) pour reconstruire en France le parti communiste dont la classe ouvrière, le monde du travail et le peuple ont besoin.

Ce bulletin est un outil commun pour traiter des sujets et problématiques de la lutte des classes, en confrontant les points de vue.

Dans ce premier numéro, vous lirez donc comment chacune de nos organisations traite la question de l'UE et de la Révolution socialiste en France

Décembre 2021

Union Européenne et Révolution Socialiste

Position de la question

« Les ouvriers n'ont pas de patrie. On ne peut pas leur ôter ce qu'ils n'ont pas. Sans doute le prolétariat doit tout d'abord conquérir le pouvoir politique, s'ériger en classe nationale souveraine, et se constituer lui-même en nation, et en ce sens il est encore attaché à une nationalité. Mais il ne l'est plus au sens de la bourgeoisie. » (*Le manifeste du parti communiste*, Marx et Engels).

Cette analyse a été abondamment commentée depuis sa publication il y a près de deux siècles, en plein essor des bourgeoisies nationales capitalistes, par ceux qui y voyaient un argument d'autorité pour dénier au marxisme toute étude sérieuse, dialectique, de la question nationale dans les périodes révolutionnaires. Il suffisait pour ce faire de ne retenir que la première phrase « les ouvriers n'ont pas de patrie » en oubliant le reste de la citation, et donc le sens profond du texte.

Or il est évident que, depuis les révolutions bourgeoises du 19^{ème} siècle jusqu'aux mouvements anti-impérialistes du 21^{ème} siècle, en passant bien évidemment par les luttes de libérations nationales du 20^{ème} siècle, la grande révolution d'Octobre 1917 et les résistances antifascistes du 20^{ème} siècle, la question nationale a toujours joué dialectiquement avec la question sociale dans l'histoire des luttes de classes.

Si le « repli national » a pu contenir par endroits une dimension réactionnaire, les luttes de libération nationale, les luttes pour la souveraineté nationale, et les luttes anti-impérialistes ont toujours eu, en définitive, cette dimension nationale inextricable de la dimension sociale.

C'est ainsi qu'on retrouve en Europe, dans l'un des pôles les plus hégémoniques de la chaîne impérialiste actuelle, des courants qui se réclament du marxisme tout en affirmant la possibilité « progressiste » voire « révolutionnaire » d'une construction européenne « dépassant » les replis nationaux et leurs pentes supposées naturellement guerrières. Ces courants sont multiformes, du trotskisme « internationaliste » favorable à des « États-Unis socialistes d'Europe » surgissant on ne sait par quel miracle de l'actuelle Union

Européenne, aux survivances de l'eurocommunisme, partisans (par antisoviétisme) d'un idéal démocratique helléno-chrétien eurocentré, en passant par toutes les variétés d'anarchisme par nature allergiques à la « nation » et pensant naïvement qu'une fois détruite surgira spontanément le stade de « l'extinction de l'Etat » sans passage par la dictature du prolétariat.

L'euro-chauvinisme, maquillé en nouvel « universalisme » civilisateur, a même contaminé des intellectuels « marxistes », effrayés par l'hégémonie américaine et la puissance économique montante de la

Chine, et qui voient dans la construction européenne l'impératif d'une résistance à plusieurs face à la « menace extérieure », comme si les impérialismes intérieurs, franco-allemands, à l'origine de cette construction, avaient subitement disparu du théâtre des opérations.

Du côté des organisations marxistes-léninistes, parmi lesquelles nous voulons nous situer, la question de la lutte contre la construction européenne et pour le « Frexit » occupe aujourd'hui une place importante, fondée sur le bilan des illusions diverses que cette question a suscité dans la deuxième partie du vingtième siècle, en particulier au sein des partis communistes français et italien (eurocommunisme). Les organisations de la reconstruction communiste se sont objectivement retrouvées dans la campagne politique pour le NON à la Constitution Européenne en 2004/2005, avec un mot d'ordre commun traduisant l'engagement de long terme : « Non à TOUTE Constitution Européenne ».

Autour de ce mot d'ordre, la question de la lutte contre l'UE se matérialise dans nos organisations par deux positions possibles (et parfois mêlées) : d'un côté, il faudrait sortir préalablement de l'UE, recouvrer la pleine souveraineté nationale et populaire, pour qu'une révolution socialiste puisse surgir dans le cadre national. D'un autre, la nécessaire critique de la construction européenne, coalition de bourgeoisies plus fortes ensemble que séparées contre les peuples, reste seconde face à l'impératif d'une lutte directe contre l'Etat bourgeois français. Dans ce cas, le masque « européen » de ce dernier ne change pas sa position centrale dans la lutte des classes et la perspective d'une révolution socialiste dans chaque pays.

Pour toutes les organisations marxistes-léninistes, l'idée d'un « cadre national dépassé » pour la lutte des ouvriers, est communément rejetée. Mais son caractère principal ou secondaire reste discuté. Et c'est dans cette discussion que nous souhaitons éclaircir nos points d'accord et de désaccord avec les deux positions formulées plus haut.

Rappel de quelques fondamentaux

Il n'est pas inutile de rappeler quelques fondamentaux marxistes-léninistes incontournables pour mener à bien « l'analyse concrète de la situation concrète » qui est la nôtre. De Marx à Staline, la question nationale est toujours analysée, conformément au matérialisme historique, comme moment de l'histoire humaine avec un avant constitué d'autres formes de regroupements humains et un après qui verra naître d'autres regroupements. « La nation n'est pas une communauté de race ni de tribu, mais une communauté d'hommes historiquement constituée » résume Staline [*Marxisme et question nationale* 1913].

La nation est pour nos classiques, non seulement une catégorie historique « mais une catégorie historique d'une époque déterminée, de l'époque du capitalisme ascendant » [idem]. Le mode de production capitaliste étant en essence basée sur la contradiction entre classes sociales antagonistes, il en découle que depuis sa naissance « la question nationale sert des intérêts divers, prend des nuances diverses suivant le moment où elle se pose et suivant la classe qui la pose » [Staline « *Comment la social-démocratie entend-elle la question nationale ?* » 1904]. L'auteur précise ensuite avec de nombreux exemples ce qui distingue la « question nationale de la noblesse », la « question nationale de la bourgeoisie » et la « question nationale du prolétariat » avant de conclure : « Autant le prolétariat se distingue de la noblesse et de la bourgeoisie, autant la « question nationale » telle que la pose le prolétariat se distingue de la « question nationale » de la noblesse et de la bourgeoisie » [idem].

Le troisième élément que nous laissent nos classiques en termes d'héritage sur cette question est « la mise en lumière de la liaison, liaison organique, entre la question nationale-coloniale et celle du pouvoir du capital, du renversement du capitalisme, de la dictature du prolétariat » [Staline « *De la façon de poser la question nationale* » 1921]. Autrement dit, dans les colonies comme dans les centres impérialistes, seul le prolétariat peut résoudre intégralement la question nationale. Les autres classes peuvent avoir intérêt momentanément à prendre en charge les « tâches nationales » mais toujours de manière partielle car limitée par leurs intérêts économiques et leur course aux profits.

Actualisant son analyse en 1952 [c'est-à-dire au moment où le traité de Paris -1951- instituait la « Communauté européenne du charbon et de l'acier »] lors de son intervention au 19ème congrès du PCUS, Staline appelle le prolétariat, y compris dans les pays impérialistes, à s'emparer de la question nationale en expliquant que la bourgeoisie n'a plus intérêt à la prendre en charge :

« Autrefois, la bourgeoisie était considérée comme la tête de la nation, elle défendait les droits et l'indépendance de la nation, les plaçant « au-dessus de tout ». Maintenant, il ne reste plus trace du « principe national ». Maintenant la bourgeoisie troque les droits et l'indépendance de la nation contre des dollars. Le drapeau de l'indépendance nationale et de la souveraineté nationale est jeté pardessus bord. Sans aucun doute c'est à vous, représentants des partis communistes et démocratiques, de relever ce drapeau et de le porter en avant, si vous voulez être des patriotes, si vous voulez devenir la force dirigeante de la nation. Nul autre que vous ne peut le relever. » [*Discours de clôture du XIXème congrès du Parti communiste de l'Union Soviétique* 1952]

Cela ne veut pas dire qu'à aucun moment des sections de la bourgeoisie ne remettront pas en avant la question nationale. La bourgeoisie n'est en effet pas une classe homogène. Elle est parcourue de contradictions internes pour le partage de la plus-value. Certaines de ses fractions peuvent ainsi avoir un intérêt conjoncturel, momentané, partiel, etc., à reposer la question nationale en opposition avec d'autres fractions. Seul le prolétariat en revanche peut prendre en charge entièrement la question nationale car il est la seule classe à avoir un intérêt à prendre la direction de

la nation pour abattre le capitalisme. Il en va de la question nationale comme de la question des droits démocratiques : seul le prolétariat a un intérêt structurel à l'élargissement le plus complet des droits démocratiques. La question nationale est ainsi toujours une question de classe.

Les leçons de l'histoire récente

Toutes les révolutions des 19^{ème} et 20^{ème} siècle furent confrontées à la question nationale. Évidemment, en premier lieu, ce fut le cas des mouvements de libération nationale. Ils eurent à chaque fois à s'opposer à des coalitions de pays formées pour les réduire. Il en est de même pour le mouvement ouvrier, socialiste, puis communiste.

L'ensemble des coalitions européennes du siècle des révolutions bourgeoises n'aura de cesse d'écraser l'élan révolutionnaire né dans le sillage de 1793, les révoltes nationales des peuples des années 1848 et suivantes. Dans le même temps, l'empire napoléonien et ses prétentions hégémoniques d'unification de l'Europe sous sa botte provoqua des résistances populaires qui produisirent des affirmations nationales. Les classes dominantes de chaque nation, concurrentes pour une hégémonie continentale, savent s'entendre dans des configurations à chaque fois différentes liées au développement inégal pour imposer leur ordre à un peuple récalcitrant ou au mouvement des masses travailleuses. Il n'est pas vraiment besoin de remonter aux empires médiévaux (Charlemagne, Saint Empire...), pourtant parfois mobilisés symboliquement par les tenants de la construction européenne, pour acter les mécanismes de domination à l'œuvre dans la constitution de ces coalitions. C'est toujours une nation (ou deux) [entendre leur(s) classe (s) dirigeante(s)], qui prennent le dessus sur les autres pour mener à bien l'intérêt de classe du moment.

La question des coalitions de nations se pose à chaque fois dans un contexte historique différent et de telles coalitions ne peuvent être rejetées a priori. On ne peut mettre sur le même pied la construction de l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques dans les années 20 comme union librement consentie de nations, après d'ailleurs une phase d'affirmation de libre détermination des nations, et l'empire russe tsariste sous hégémonie grand-russe l'ayant pourtant précédé sur le même espace et dans un temps pas si éloigné. En réalité, il faut peut-être, au regard de l'histoire, opposer à l'union de nations par l'invasion militaire ou les accords entre classes dominantes, une union construite par la diffusion révolutionnaire et des accords entre peuples sur le chemin de la libération nationale et du socialisme.

La question de la « construction européenne » n'est donc pas entièrement nouvelle pour les communistes, mais d'une certaine façon, la question de notre tactique et de notre stratégie communes contre cette construction, en lien ou non avec la perspective de la révolution socialiste, présente une part de nouveauté que nous devons étudier : Faut-il concentrer toutes nos forces pour le « Frexit » (comme par exemple la résistance communiste française se concentrait, avec le « gaullisme », contre le nazisme, tout à fait légitimement), quitte à reléguer « au second plan » d'autres axes de lutte fondamentaux pour l'unité de la classe ouvrière

française par exemple ? Le Frexit est-il en soi une voie, une étape, un passage obligé, une simple condition pour la révolution socialiste en France ?

Pour nous autres communistes, « l'analyse concrète d'une situation concrète » est à la fois une obligation politique autant qu'une possible dérive qu'il faudra éviter. L'eurocommunisme ne fut-il pas une impasse révisionniste, réformiste, antisoviétique, pourtant (frauduleusement) déduite d'une analyse présentée sur le plan théorique comme la prise en compte des particularités nationales (celle que les révolutions socialistes prennent des formes variables suivant les pays et les époques) ? N'en est-il pas de même pour la surdétermination de toutes nos luttes locales, ponctuelles et spécifiques par la lutte générale pour le « Frexit » ?

Les écueils à éviter

Il y a de notre point de vue deux écueils à ne pas sous-estimer en ce qui concerne la lutte pour la

« sortie de l'UE ». D'une part, si la souveraineté nationale est incontestablement un enjeu central dans un pays colonisé ou semi-colonisé, directement lié d'ailleurs à la question de la révolution nationale démocratique populaire étape vers le socialisme, cette liaison n'est plus si claire dans un pays impérialiste où l'alliance des travailleurs avec une partie de la bourgeoisie devient périlleuse pour la révolution socialiste : Une vieille bourgeoisie impérialiste comme celle de la France sera certes fragilisée par une sortie de l'UE, mais son caractère impérialiste ne sera pas remis en cause par cette seule sortie, bien évidemment... comme il ne l'était pas avant l'UE du temps de l'empire colonial français. L'impérialisme « fédéré » sous la forme d'une « fédération de bourgeoisies » est d'une certaine façon un phénomène nouveau, parfois balbutiant, toujours dangereux pour les peuples, mais jamais « obligatoire » pour les bourgeoisies.

La mise en avant de la souveraineté nationale dans un pays impérialiste comme la France doit éviter toute équivoque pour un peuple dont une composante est issue de l'immigration coloniale et pour lequel le combat pour l'unité ouvrière, contre, le racisme diviseur et le populisme prend également un caractère principal et stratégique. D'une certaine façon, la lutte pour la souveraineté nationale doit être menée conjointement avec la lutte pour l'unité du peuple fondée sur l'égalité des droits au sein de cette nation, et ceci implique des précautions de distinction franche d'avec les nationalistes réactionnaires et les fascistes. Or les « valeurs de la République » (dont la « souveraineté populaire » issue de la Révolution française) ne suffisent plus à opérer cette distinction contre le fascisme : Le RN s'en revendique tactiquement désormais.

C'est clairement la lutte contre l'islamophobie, l'arabophobie, la négrophobie, le chauvinisme culturaliste euro-centré assimilationniste et faussement « universaliste », qui devient l'axe principal du combat pour l'unité de notre classe ouvrière, de notre peuple et contre le fascisme (une partie du mouvement fasciste français est par ailleurs pro-UE, quand une autre ne l'est pas par démagogie ou ambition suprémaciste).

A ce titre, l'analyse des conditions de la construction

européenne nous livre des arguments bien identifiables pour TOUS les travailleurs : puisque la France est l'une des deux têtes de l'aigle européen, un Frexit imposé par les masses, rendant au peuple français sa souveraineté, affaiblirait tant l'UE que l'ensemble des pays dépendants, qui retrouveraient eux-aussi une part de souveraineté, et par conséquent des partenariats librement ou tactiquement consentis, avec d'autres pays, la Russie, la Chine, etc. Bien sûr l'impérialisme français ne tomberait pas d'un coup (puisqu'il s'exerce encore aujourd'hui sous le « masque » européen, mais avec des acteurs bien français, avec l'ALECA tunisien, ou les tractations pour un relooking du Franc CFA en Afrique de l'Ouest ou encore l'occupation militaire du Sahel de plus en plus contestée par les peuples concernés), mais toute fragilisation de sa pression économique et politique augmentera les chances d'une étincelle dans les pays sous pression en Afrique, en Amérique ou en Asie. Assurément, il n'y a au fond rien de « chauvin » à vouloir la sortie de la France de l'UE. C'est au contraire la lutte actuelle la plus internationaliste qui soit, et il faut être clairs et lisibles sur ce point.

L'antifascisme, lutte particulièrement cruciale à notre époque où des bourgeoisies blessées par leur propre crise sont de plus tentées par la fascisation (sous des formes toujours nouvelles), implique que nous combattons plus résolument encore son centre nerveux, l'Union Européenne. C'est bien en Europe que pullulent les organisations néonazies, chouchoutées pour leur anticommunisme voire aujourd'hui leur russophobie et leur sinophobie. C'est bien en Europe qu'Israël colonialiste fasciste trouve ses soutiens les plus fervents, avec les USA. C'est bien l'UE qui sélectionne les partis fascistes euro-compatibles et les fait monter partout où les luttes sociales menacent, en Grèce comme ailleurs (à commencer par la France de Macron pavant la voie du RN). C'est bien l'UE, dans le sillage de l'OTAN, qui étend son « espace vital » à l'Est, maintient ses griffes sur l'Afrique avec les « Accords de partenariat économique » (APE), sa présence militaire et cherche au Proche et au Moyen Orient des débouchés économiques en déstabilisant les Etats arabes laïcs au moyen du fascisme islamiste.

Notre lutte antifasciste se concentre évidemment dans la lutte générale contre la construction européenne. Mais absolutiser cette question reviendrait à croire que le Frexit nous prémunirait contre toute tentation fasciste en France, voire, pourquoi pas, conduirait mécaniquement à la révolution socialiste. Or, pas plus que le fascisme n'est une étape obligatoire du développement impérialiste (il reste une option, pas une obligation), le Frexit n'est une étape obligée vers la véritable libération que constituera une révolution socialiste. Ces luttes sont convergentes, liées dialectiquement, et non mécaniquement. Un affaiblissement de l'UE qui n'aboutirait pas totalement au Frexit (comme le choc du NON au TCE en 2005 par exemple) peut toutefois différer la tentation fasciste. Au contraire un Frexit mené par un bloc de classes non dirigé par les travailleurs peut également conduire à un régime fasciste cherchant à dominer le continent d'une autre manière, si l'Allemagne poursuit son leadership à Bruxelles.

La portée d'un Frexit

Les conditions dans lesquelles la France sortirait de l'UE sont également à examiner dialectiquement : Le Frexit serait, au-delà de la sortie du Royaume Uni qui n'a jamais été totalement engagée dans le processus européen, un coup de tonnerre politique mondial, non parce que la France aurait retrouvé son « aura » d'antan, mais parce que l'un des pôles impérialistes hégémoniques, la coalition impérialiste européenne, s'en trouverait durablement fragilisé, voire brisé.

Dans un tel contexte, la souveraineté nationale ne pourrait de toute façon se satisfaire d'un simpliste « repli ». Nous savons trop comment ce « repli » est subi, et non voulu, par les États socialistes et antiimpérialistes du Sud à commencer par Cuba. L'embargo reste une arme majeure des impérialistes contre toute rébellion au Sud. La question du Frexit est donc aussi la question des alliances géostratégiques.

Loin de l'illusion trotskiste, à connotation « millénariste », d'une révolution permanente mondiale et simultanée par effet d'entraînement, nous savons que la consolidation d'États socialistes ou de libération nationale impliquera la nécessité pour tout « socialisme dans un seul pays ou un groupe de pays » d'articuler dialectiquement indépendance nationale (condition d'une construction autonome du socialisme) et recherche de partenariat ou de coopération économique et politique avec d'autres pays engagés dans le même sillage ou indépendants.

La garantie d'une réelle souveraineté nationale a impliqué par le passé des formes complexes d'alliance, du panafricanisme au panarabisme en passant par l'ALBA bolivarienne. L'Union Soviétique fut elle-même une « Union » de peuples se libérant ensemble du joug impérial tsariste. A chaque fois, l'impérialisme s'opposa à ces alliances ou coopération soit en les isolant, soit en les contraignant à des contre-alliances stérilisantes. L'ALBA s'est constituée dans le sillage cubanovénézuélien, incorporant la Bolivie d'Évo Morales mais excluant la Colombie pro-US, alliances « choisies » contre l'emprisonnement dans une ALENA imposée d'en haut par les USA.

Une sortie de l'UE précipiterait cette dernière dans le gouffre, ou provoquerait l'ire d'un Reich résiduel face auquel d'autres pays, européens, se joindraient sans doute à la France pour résister. Des partenariats avec d'autres continents seraient aussi indispensables pour desserrer l'étau, puisque l'indépendance nationale ne peut se réaliser du jour au lendemain au moment formel d'un Frexit (réindustrialisation, nationalisations, etc.). Ainsi, pour mener campagne pour la sortie, nous devons aussi lutter contre la tentation suicidaire d'une autarcie totale. C'est à ce titre que nos activités internationalistes sont pleinement anti-UE et réciproquement, loin de tout chauvinisme, loin de toute illusion que la France est par essence ou par son histoire (Révolution Française, Commune de Paris, etc.) « l'élue » pionnière des révolutions (ce qui est également une forme de chauvinisme).

La diversité des chemins de la Révolution

En réalité, nous devons nous convaincre, loin de tout mécanisme, que l'histoire empruntera des chemins sinueux.

La construction européenne est un obstacle majeur à la révolution socialiste. C'est d'ailleurs en partie pour cette raison qu'elle fut créée (« Les États-Unis d'Europe... entente de capitalistes européens... dans le seul but d'étouffer en commun le socialisme en Europe » pointait déjà Lénine dans son texte de 1915 « *Du mot d'ordre des États-Unis d'Europe* »).

Mais il n'est pas exclu qu'une révolution socialiste démarre « avant » un Frexit effectif (et qu'elle l'imposera en chemin nécessairement), ou qu'un Frexit ne soit pas suffisant à déclencher une révolution socialiste, faute d'organisation dans la classe ouvrière, faute d'alliances stratégiques, faute de préparation, etc. C'est ce que montre le cas de la Grande Bretagne.

C'est par exemple un vaste mouvement populaire pour imposer des nationalisations (impossibles dans le cadre de l'UE) opéré par des masses encore illusionnées sur la question européenne, qui poussera la France hors de l'UE et produira une conviction cohérente en chemin : Pousserons-nous alors de toutes nos forces cet élan pour des nationalisations malgré des illusions résiduelles sur l'UE, ou martèlerons-nous face au mouvement, que l'UE empêchera tant qu'elle existera, toute nationalisation ?

En somme, de la même façon qu'une révolution socialiste ne peut faire l'économie d'un parti organisé de la classe ouvrière, ces deux processus (Frexit et révolution socialiste) peuvent s'interpénétrer dialectiquement. Souvenons-nous que la révolution nationale cubaine a surgi avant la consolidation locale d'un véritable Parti Communiste, dont les révolutionnaires, Fidel Castro, Camilo Cienfuegos, Raul Castro et Che Guevara, n'étaient pas membres au départ. Mais souvenons-nous en même temps que la révolution cubaine n'aurait pas tenu très longtemps sans la formation d'un parti communiste authentique en cours de route.

De la même façon, l'existence d'un parti communiste authentique, comme il en exista jadis en France, n'implique pas « nécessairement » l'avènement d'une révolution socialiste, même s'il en est la condition objective : il n'y a pas eu de révolution socialiste ni en France ni en Italie par exemple.

Nous voyons la question de la lutte pour la sortie de l'UE de cette façon dialectique : elle est en effet une condition indiscutable d'une révolution socialiste (il n'y aura pas de révolution socialiste victorieuse sans sortie), mais il n'est pas exclu que la révolution socialiste ne surgisse « avant » ou « pendant », comme il n'est pas exclu que la sortie ne débouche pas, temporairement, sur la révolution socialiste, du moins en France.

Enfin nous pouvons assister, parmi les scénarios que nous préférons bien sûr, à un processus révolutionnaire rendu nécessaire par l'obligation de résister, au plan national, aux conséquences internationales de cette sortie, comme ce fut le cas au cours du vingtième siècle dans les pays qui ont dû poursuivre politiquement, sur la base d'une alliance de classes anti-impérialistes, un processus de libération nationale par des étapes de construction socialiste (Chine, Vietnam, Cuba, Corée du Nord, etc.).

La différence entre le Frexit et les libérations nationales n'est

pas négligeable : dans le premier cas il s'agit d'un pays colonisateur, dans les autres, ce furent des pays colonisés. Cette différence n'est pas en soi indépassable pour peu qu'on identifie clairement le caractère anti-bourgeoisie française de notre lutte pour le Frexit, qui doit être aussi net que son caractère anti-bourgeoisie allemande.

Ce contexte est nouveau et inexploré pour les classes ouvrières : affaiblir un impérialisme de l'intérieur, conjointement aux luttes antiimpérialistes extérieures, par une lutte pour la souveraineté nationale dans un pays impérialiste. Une telle nouveauté ne déroge pas toutefois aux lois générales de l'histoire de la lutte des classes, celle de l'irrégularité de développement des processus révolutionnaires contemporains, tout en illustrant le cours souvent inattendu et sinueux dans lequel se réalise, malgré tout, la nécessaire transformation des modes de production vers la République socialiste universelle pour l'histoire longue.

Dans la pratique, la nécessité de lutter pour la sortie de l'UE n'est pas suffisamment prioritaire pour justifier des alliances contre nature avec des organisations populistes type UPR (Asselineau) voire pire, mais elle l'est suffisamment pour lutter politiquement, quotidiennement, contre les illusions trotskistes et réformistes d'une « Europe sociale », « Europe des travailleurs » et autres « Europe des peuples » etc. Les

illusions sur l'Union Européenne sont encore fortes, quoiqu'on pense, chez les travailleurs français soumis à un matraquage idéologique permanent depuis des décennies. Nous devons poursuivre notre travail de conscientisation contre cette propagande qui affaiblit nos rangs. Mais il paraît également évident que tant que les masses n'auront pas « vécu » concrètement (et le piétinement du NON de 2005 en fut une étape) à quel point cette UE est une arme objective contre nos revendications immédiates et nos tâches historiques, restera une utopie vécue comme impossible. La conscience de classe, qui a si fortement reculé depuis 50 ans, se forgera au cours de la lutte.

La vaste offensive libérale que déploie actuellement « l'UE » pour décupler notre asservissement et nous faire concrètement payer leur crise économique pré et post-COVID, doit être l'occasion de nous réunir, organisations de la reconstruction communiste, autour de la lutte pour démasquer nos impérialismes à travers cette UE et nous défaire de leur emprise, mais aussi pour reconstruire notre indispensable unité de classe, condition de notre victoire finale.

Brexit, Frexit, sortie de l'U.E.: Un regard communiste

Par Francis Arzalier et Bruno Drweski

La sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne, décidée en juin 2016 par référendum, a confirmé que la question de l'intégration européenne reste une question ouverte, ce qui pour les communistes pose la question de trouver une réponse par rapport à leur objectif révolutionnaire internationaliste, anti-impérialiste et de passage au socialisme.

Les médias français, toujours fidèles aux idéaux pro-UE de Macron, ont annoncé dès le départ que ce Brexit ruinerait l'économie britannique alors que l'on constate aujourd'hui que ce pays connaît une croissance et, mieux, que les salaires des travailleurs de ce pays ont tendance à augmenter, ce qui a été appuyé par les dernières décisions du congrès du parti ... conservateur, estimant qu'il fallait en finir avec la politique de rigueur salariale menée depuis Lady Thatcher et l'adhésion du pays à l'UE. Au moment où les travaillistes, englués par leur vote anti-brexit et la prise en main de leur parti par son aile droite, sont en pleine déconfiture.

En communistes convaincus de la nocivité de l'Union Européenne et des Traités qui la constituent, nous avons, comme le font les communistes britanniques, considéré que le NON à l'UE des électeurs britanniques était salutaire et dans l'intérêt des travailleurs. Comme le fut en France en 2005 le NON à la Constitution Européenne. Dans les deux cas d'ailleurs, ce fut un refus de classe, l'expression du mécontentement social des « fins de mois difficiles », majoritaire dans les régions ouvrières paupérisées par les mutations du Capital et les destructions d'entreprises, le Nord-Pas de Calais français, ou les Midlands britanniques.

Par contre, le OUI était gagnant dans les quartiers bourgeois de Paris ou de Londres. Un rejet de classe donc, même s'il mêlait dans les urnes des motivations politiques disparates, allant de la xénophobie d'extrême droite (FN en Calais et UKIP à Manchester), à un raisonnement anticapitaliste rationnel.

Si la bourgeoisie britannique s'est divisée sur le sujet du brexit, les classes travailleuses semblent bien plus eurosceptiques. Si toute une part du patronat britannique est attaché à l'UE qui lui a permis d'augmenter ses dividendes à cause d'une main d'œuvre peu coûteuse venue grâce à l'ouverture des frontières d'Europe de l'Est, une autre aspire à se dégager de l'emprise économique allemande jugée envahissante au sein des 27, et lorgne vers une intégration plus grande à un « grand espace économique anglophone », avec les pays du Commonwealth, Australie, Nouvelle-Zélande ou Canada, et surtout avec les États-Unis.

Le brexit n'a donc pas fait du Royaume-Uni un pays non impérialiste où les travailleurs auraient leurs mots à dire, il n'a donc en soi pas ouvert la voie vers le socialisme, même si les travailleurs britanniques ont vu leurs conditions salariales s'améliorer. Et c'est à partir de ce constat que nous devons envisager la question de l'UE, la sortie de celle-ci apparaissant comme une condition nécessaire mais insuffisante pour mettre notre pays, comme les autres pays européens, sur la voie du socialisme.

Cela doit nous amener à réfléchir à notre lutte **nécessaire** pour sortir la France de ce carcan supranational au service du capitalisme qu'est l'UE. On ne peut se satisfaire de clamer le slogan « Frexit ! *en sautillant comme un cabri* » selon la formule de de Gaulle. Comme s'il s'agissait d'une panacée, capable en toutes circonstances d'amener le bonheur en notre pays et à nos classes populaires. Comme tous les slogans, ce terme est réducteur, et ne doit cacher ni les difficultés de cette rupture, ni les pièges qu'il peut camoufler s'il devenait simplement une stratégie de rechange d'une part de la bourgeoisie française.

La sortie de l'UE ne peut donc devenir l'objectif exclusif des communistes. Cet objectif est et doit rester la transformation totale de la société française, l'éradication de l'exploitation capitaliste subie par la majorité prolétarienne qui ne possède pas les moyens de production et d'échange, et n'a pour vivre que le fruit de son travail.

Cette rupture avec le carcan de l'UE, de l'Euro, de l'OTAN, car les trois sont en fait intrinsèquement liés, n'est que le moyen **nécessaire** pour parvenir à cet objectif. **Nécessaire**, car les Traités qui forment l'ossature de l'UE existent justement pour interdire à toute nation qui en fait partie ces changements progressistes, et cela même quand le suffrage universel a exprimé majoritairement une volonté de progrès social et politique.

C'est ainsi qu'a été étouffée la volonté de l'électorat grec d'en finir avec l'austérité. Et c'est cette situation qui permet en permanence aux pêcheurs en eau troubles de jouer sur les contradictions intra-européennes pour se faire mousser, prolonger leurs « tours de pistes », sans jamais s'attaquer aux fondements du système, ce qu'on peut constater avec les jeux de ping-pong récents entre Varsovie ou Budapest et Bruxelles, où aucun des deux « partenaires-adversaires » n'envisage de rompre avec la logique de surexploitation capitaliste, de racismes ou de moralisme de façade et de mise en concurrence des travailleurs.

Les Traités de l'UE interdisent toute indépendance monétaire et financière, toute décision sociale opposée aux

choix de la Banque Européenne de Francfort, « indépendante » des pouvoirs publics et dépendante des intérêts de la bourgeoisie impérialiste. Et ils garantissent l'hégémonie de la Commission européenne et de son eurogroupe supranational, ce qui exclut d'emblée tout protectionnisme social contraire aux dogmes libéraux, et ce qui permet de faire de l'UE un outil impérialiste, coupant ainsi les travailleurs des pays de l'UE de leurs frères de classe des pays du Sud.

Un seul des 27 pays de l'Union, quels que soit la volonté des électeurs, ne pourra donc jamais mettre en place une orientation anti-capitaliste sans rompre avec les Traités (de Rome, de Maastricht, de Lisbonne, etc) qui le lui interdisent. Ce que le dirigeant social-démocrate « de gauche » Tsipras n'a pas eu le courage de faire à Athènes, malgré la mobilisation des salariés soutenus par le Parti communiste de Grèce (KKE) et le mouvement syndical PAME.

Plus récemment, à Rome, les timides tentatives du gouvernement Cinq Étoiles de faire un budget incluant les quelques mesures sociales approuvées par leur électorat, ont été annulées sous la pression des autorités de Bruxelles, puisque ces politiciens démagogues ne voulaient en aucun cas aller à la confrontation avec l'UE, et aujourd'hui, le pays a, en retour de balancier, été domestiqué sous l'égide de l'hyper financier corrupteur Draghi.

Les événements récents en Grande-Bretagne, en Grèce, en Italie nous donnent donc de précieuses indications pour la tactique de luttes à suivre dans un pays comme la France, un des membres majeurs de l'Union européenne.

1/ Ne perdons pas notre temps à viser un Frexit sans en prévoir le contenu social. Une « sortie » contrôlée par la bourgeoisie, ou pire encore, par sa fraction ultranationaliste, raciste et xénophobe, ne se conclurait qu'au détriment de la majorité des travailleurs de France. Ce qui exige de refuser l'alliance ou l'allégeance avec les forces politiques qui les incarnent, nationalistes de toutes obédiences, sectateurs des Le Pen, Dupont-Aignan, du « gaulliste » Philippot, et a fortiori des idéologues fascistes du genre Soral ou Zemmour. Qui d'ailleurs restent toujours au bout du compte ambigus dans leurs décisions, et pour cause, sur le sujet UE et « Europe ».

2/ le travail essentiel pour nous est de cibler, dans le contexte de l'appareil UE existant, les objectifs de transformation, sociaux et politiques, nécessaires à notre Nation et à ses citoyens, visant à stopper l'exploitation et la précarité, la destruction industrielle et la dégradation des conditions de vie du plus grand nombre, et d'organiser les luttes multiformes pour les imposer à la bourgeoisie, y compris par le suffrage universel, mais pas seulement. Nous sommes encore loin d'avoir convaincu notre peuple de la validité de ces objectifs anti-capitalistes, et anti-impérialistes.

3/ Quand cette prise de conscience sera atteinte, un Pouvoir démocratique en France sera alors à même de réaliser ces transformations sociales, économiques, diplomatiques, sans tenir compte des interdictions de l'Union européenne. Ce qui ne saurait déboucher que sur la dénonciation des Traités qui prétendent l'interdire. Ne sous

estimons pas les conséquences de cette rupture, les pressions de toutes sortes que ne manqueront pas d'exercer alors sur nous les bourgeoisies d'Europe, d'Occident et de France. Souvenons-nous de ce que fut la coalition des monarchies réactionnaires européennes contre la France révolutionnaire de 1793 ! Toute rupture avec l'UE, l'euro, l'OTAN, impliquant la conquête de la souveraineté nationale et populaire, économique, monétaire et diplomatique, ne sera pas un long fleuve tranquille...

4/ Heureusement, notre pays a parmi les 27 un poids démographique, économique et politique tel que l'ensemble de l'UE en serait très ébranlé. Mais résister victorieusement à ces formidables pressions ne pourra se faire que grâce à une mobilisation populaire très forte, liant patriotisme et volonté anti-capitaliste, comme ce fut le cas à Cuba durant un demi-siècle de blocus impérialiste. Ce qui veut dire militer dorénavant et déjà et simultanément pour la création d'une convergence des mouvements anti-impérialistes, anti-guerre et anticoloniaux à la fois au sein et en dehors de l'UE

Telle doit être pour nous la tâche à accomplir, qui ne pourra se limiter à un n-ième épisode électoral.

Aujourd'hui, la nécessité est de dénoncer le « patriotisme » qu'une bourgeoisie rance propage côté face à travers la promotion médiatique d'un Zemmour et côté pile par les manœuvres hypocrites d'un Darmanin ou d'un Macron. Il faut brandir simultanément le drapeau tricolore de la Révolution française et le drapeau rouge de l'Internationale.

Le calendrier électoral qui nous attend, centré autour du vote pour un monarque « républicain » suivi presque « automatiquement » par celui devant désigner une chambre d'enregistrement doit être l'occasion de dénoncer le leurre qui consiste à laisser croire que le repli ethnique serait la réponse aux problèmes sociaux, alors que le mirage d'une Union européenne convertie miraculeusement en « Europe sociale » a perdu beaucoup de sa crédibilité, y compris au sein du « peuple de gauche ».

Un peuple qui n'a pas disparu même s'il n'a, en partie à cause des questions européennes, pas trouvé de porte-voix capable de porter aujourd'hui ses aspirations. Le discours lénifiant propagé durant des décennies par un PCF en perte de repères, englué qu'il était par ses alliances électorales avec un parti « socialiste » converti au social-libéralisme qui inventa l'UE avec ses partenaires sociaux-démocrates des pays voisins, a créé un vide politique qui ne pouvait être rempli par les ambiguïtés de la mouvance « insoumise » tanguant à hue et à dia, entre-autre sur les questions européennes.

Sans se faire d'illusions sur les candidats annoncés aux élections présidentielles nous verrons si, au cours des élections législatives qui suivront, apparaîtront des candidats prêts à affirmer sans compromission la nocivité inguérissable de l'Union européenne, de l'euro et de l'OTAN, parce que ces structures coercitives au service de l'impérialisme à l'extérieur et de la mise en concurrence des travailleurs à l'intérieur sont depuis leur naissance incompatibles avec nos objectifs visant à la promotion du service public, du progrès social, de la souveraineté

nationale et populaire, de la paix et de l'égalité entre les peuples d'Europe et du Monde, pour laquelle luttent les communistes, autrement dit une société socialiste.

En raison du carcan des traités européens, il est donc impossible de transformer, même progressivement, la société pour aller vers le socialisme et, du coup, si la sortie de l'UE telle qu'elle existe réellement aujourd'hui sous une forme ou sous une autre, ne peut être l'objectif exclusif des communistes, car ce serait la voie à se trainer derrière les discours ethnocentriques, elle doit néanmoins constituer un de leur objectif.

Les communistes doivent tous être formés politiquement pour devenir conscients de ce fait objectivement incontestable. La question de la mise en avant au premier plan ou non du frexit, une fois cette prise de conscience réalisée, dépendra en fait de l'évolution des rapports de force internationaux et intra-européens à chaque étape, l'objectif étant la coopération mutuellement avantageuse de peuples souverains, égaux et solidaires, en Europe, en Eurasie, en Méditerranée et partout dans le monde.

De la signification révolutionnaire de la dialectique du « Frexit progressiste » et du socialisme

Reprenant sous une forme inversée les vieilles thèses social-démocrates et trotskistes qui subordonnent la construction du socialisme à l'émergence du fédéralisme européen [1], certains camarades qui se réfèrent au léninisme regardent de haut le mot d'ordre de Frexit progressiste (FP), c'est-à-dire l'engagement militant à sortir la France de l'UE supranationale par la voie progressiste et dans la direction du socialisme. De fait, ces camarades semblent opposer le Frexit progressiste, ce moyen stratégique, à l'objectif de la révolution socialiste, cet objectif final de l'action communiste alors que ces deux moments d'une seule et même dynamique populaire sont dialectiquement et objectivement liés. Or, dans les conditions présentes où la France est à la fois menacée d'euro-dislocation (dans le cadre du « saut fédéral européen » cher à Macron, Péresse, Hidalgo, etc.) et de fascisation, refuser de lutter haut et fort pour le FP, donc d'associer la reconquête de l'indépendance nationale et la marche révolutionnaire au socialisme, c'est à la fois livrer aux usurpateurs fascistes la thématique patriotique et baisser les bras devant le social-européisme contre-révolutionnaire (avec son thème faisandé, en réalité social-impérialiste, de l'« Europe sociale »).

Cette façon antidialectique de disjoindre ces moments complémentaires est si insoutenable qu'une manière moins pesante d'en désamorcer la dynamique révolutionnaire consiste à feindre de dissoudre le FP dans l'objectif général du socialisme en disant en substance, et de manière faussement « radicale ». Faisons donc la révolution socialiste (comment ?), instaurons la dictature du prolétariat (comment ?), et nous aurons, « chemin faisant », déconstruit l'UE sans avoir eu à militer concrètement pour le FP...

Pour faire simple, les uns clament, sur la gauche : pas besoin de Frexit, Socialismo Subito ! tandis que les autres, sur la droite, leur font écho en s'écriant : plus besoin de socialisme à notre époque, un bon Frexit se suffirait à lui-même ! Dit autrement, pendant que les uns déclarent « Frexit immédiat, le socialisme est une vieille lune ! », les autres leur répondent : « le socialisme maintenant, le Frexit on verra chemin faisant... ou mieux, on s'en passera ». A l'arrière-plan inconscient de ces conceptions qui opposent métaphysiquement l'affranchissement national à l'émancipation sociale, on trouve l'idée que le cadre national serait « devenu trop étroit », que l'indépendance nationale est derrière nous [2], et que l'on ne pourra rien faire de sérieux sans une révolution paneuropéenne dont on ne dit jamais hélas, depuis 120 ans que les trotskystes la ressassent, d'où elle sortira.

Pour le PRCF au contraire, il faut éviter le double écueil

consistant, soit à présenter le Frexit – y compris le Frexit progressiste, antifasciste et anti-impérialiste – comme une fin en soi, comme une étape close sur elle-même et dont le contenu de classe serait indifférent (position par ex. d'Asselineau). Soit à imiter de fait le positionnement de LO ou du NPA qui pratiquent un nihilisme national constant, très apprécié de la bourgeoisie bobo, qui sert en permanence de repoussoir idéal aux nationalistes fascistes. Du reste, tout ce petit monde « alter-européiste ne lève pas le petit doigt contre la « construction » européenne ni contre la casse géante connexe, à la fois sociale et nationale, qu'elle permet à l'oligarchie hexagonale d'orchestrer commodément. C'est en effet un leitmotiv de l'« extrême gauche » trotskyste ou anar que de stigmatiser le patriotisme populaire ardent des communistes, que de moquer l'héritage maudit du « socialisme dans un seul pays », ou que de ringardiser le cadre national lui-même [3] et l'idée même de nations souveraines.

Dans ces conditions, les militants du PRCF sont fiers d'associer offensivement, non sans affronter parfois dans les manifs les gauchistes et autres pseudo-antifas, le drapeau rouge international du prolétariat au drapeau tricolore de la Révolution française. C'est ce que firent courageusement dès 1935, durant la Résistance et dans l'après-guerre, y compris au cours des luttes anticoloniales, nos camarades Duclos, Frachon, Thorez, Henri Martin, etc., avant que les Hue, Buffet et autres P. Laurent ne préfèrent à ces deux drapeaux nés de la Révolution française le très clérical « drapeau européen » marial frappé des douze étoiles apostoliques. Unissant le patriotisme populaire à l'internationalisme prolétarien, les opposant tous deux au nationalisme bourgeois comme au cosmopolitisme supranational, le PRCF propose ainsi une stratégie à la fois révolutionnaire, cohérente, émancipée du PS social-maastrichtien et de ses micro-satellites électoraux, et potentiellement majoritaire dans la classe ouvrière en particulier et dans le peuple travailleur en général [4].

Cette stratégie, dont le terme révolutionnaire est l'affrontement sociopolitique généralisé du peuple travailleur avec le grand capital, avec à la clé la révolution socialiste et le socialisme pour la France (conquête du pouvoir d'Etat, dictature du prolétariat, socialisation des grands moyens d'échange et de production...), passe par la sortie par la gauche de l'euro, ce dispositif calé sur le mark, subordonné au dollar et destiné à perpétuer l'austérité, de l'UE, cette prison des peuples dirigée par Berlin et supervisée par Washington (avec, faut-il le dire la « collaboration » empressée de l'impérialisme français décadent) et structurellement insérée dans l'Alliance atlantique [5]. Une telle rupture ne pourrait naturellement

aller à son terme que si elle s'effectue sous l'égide d'un rassemblement populaire dirigé par ce monde du travail dont le « tous ensemble » en gestation ne doit jamais manquer de cibler à la fois l'UE et les oligarques, hexagonaux ou pas, qui la portent. Il s'agit à terme, pour la classe ouvrière et pour ses alliés, d'isoler le capital monopoliste, dont le cœur de stratégie est désormais très explicitement ancré, dans la « construction » euro-atlantique.

Pour ce faire, il faut unir tout le peuple travailleur autour du prolétariat, fédérer les couches populaires et les couches moyennes non monopolistes contre le grand capital et ses alliés des couches supérieures privilégiées [6]. Il faut aussi impulser l'Europe des luttes non pas « dans » l'UE, comme le proposent le PCF-PGE et LFI, mais contre l'UE-euro-OTAN. Cela permettrait d'infliger une défaite politique majeure aux sociaux-maastrichtiens du PS et aux euro-écologistes atlantistes, sans ménager pour autant l'état-major « eurocommuniste » socialo-dépendant ni ces directions euro-formatées des confédérations syndicales qui, tout en bénéficiant de cent formes de corruption d'Etat [7], s'abritent derrière l'hypocrisie de l'« indépendance syndicale ». De la sorte, l'affrontement de classes avec l'oligarchie pourrait se mener, non plus comme aujourd'hui de manière dispersée, larvée, sporadique, défensive, voire contre-productive et en ouvrant un boulevard aux particularismes réactionnaires (intégrismes religieux divers, régionalismes séparatistes...) et à la fascisation galopante, mais de manière offensive. Bref, la stratégie du FP vise à remettre concrètement, dans les conditions d'aujourd'hui, « le monde du travail au centre de la vie nationale » comme le proposait sous d'autres formes qu'il ne s'agit pas de copier, le grand PCF patriote et internationaliste justement auréolé du martyr des Fusillés.

Cette marche au FP est bien entendu indissociable de la résistance à la fascisation hexagonale et européenne. Ponctuelle et si possible conclue par le saut qualitatif décisif de la révolution socialiste, l'affrontement de classes qu'engendrerait nécessairement le Frexit progressiste aurait également le mérite de rompre à jamais l'actuel tête-à-tête mortifère de la France avec les impérialismes qui dominent l'UE et qui sont l'impérialisme allemand (conforté par la « réunification » de 1991) et l'impérialisme américain, principal vainqueur de la Seconde Guerre froide. La sortie par la gauche [8] de la « Françafrique » néocoloniale devrait s'accompagner d'un nouveau dialogue non paternaliste avec les peuples frères d'Afrique, d'une solidarité affirmée avec les peuples en lutte (Cuba, Palestine, Sahara occidental...), et d'un dialogue anti-hégémonique indispensable avec la Russie et la Chine : car l'impérialisme euro-atlantique est aujourd'hui, n'en déplaise à ceux qui renvoient dos à dos des pays agressés et des Etats agresseurs, l'ennemi principal de la paix et des peuples. Y compris l'ennemi du peuple français en voie d'euro-démantèlement assaisonné de menace fascisante.

C'est d'autant plus urgent que pendant ce temps, le MEDEF clame depuis la publication de son Besoin d'aire (lire : d'« espace vital ») en 2012, sa stratégie antinationale visant à opérer des « transferts de souveraineté » de Paris vers Bruxelles et Francfort, substituer à la République indivisible (l'« Etat jacobin ») la « reconfiguration des territoires » (Grandes Régions à l'allemande), fondre les communes

dans des « métropoles », de dissoudre l'Etat-nation dans les « Etats-Unis d'Europe » (Macron appelle cela le « saut fédéral européen ») et insérer ceux-ci dans « l'Union transatlantique » adossée aux traités du type CETA et TAFTA. Dans le même esprit antinationnel, le Baron Sellières, ex-chef du MEDEF fraîchement intronisé patron du syndicat patronal européen, informait en 2004 le Conseil européen qu'il ne s'exprimerait plus désormais devant lui qu'en « anglais, la langue des affaires et de l'entreprise ». Déjà en 2007, Kessler, alors idéologue attitré du MEDEF, expliquait la feuille de route de Sarkozy consistait à « démanteler le programme du CNR » fruit d'un « compromis gaullistes-communistes » consenti sous la pression de la Résistance à une époque où « le PCF comptait 30% des voix » et où « l'Armée rouge campait à quelques centaines de kilomètres de Paris ». Bref, l'UE de Maastricht (1992), largement issue de la contre-révolution à l'Est et précipitant la casse socioéconomique engagée depuis (au moins) la CECA, est conçue de A à Z comme une revanche sur le socialisme mondial et, s'agissant de la France, sur la classe laborieuse de notre pays, voire sur le legs sociétal de la Révolution démocratique bourgeoise de 1789-1794. Si l'on ajoute à cela que les très despotiques traités européens successifs font tous obligation aux pays membres de suivre les rails de l'économie de marché ouverte sur le monde où la concurrence est libre et non faussée, on comprend combien Alain Madelin avait raison en 1992 d'observer que le traité de Maastricht est une « assurance tous-risques contre le socialisme ».

Il est donc absurde d'opposer l'objectif de sortir du capitalisme à celui de sortir par la gauche de cette UE conçue de A à Z pour détruire les conquêtes passées, briser la souveraineté, voire l'existence nationale des peuples (dont les langues nationales), emprisonner les ex-pays socialistes européens et... conjurer les révolutions sociales à venir. Qui veut donc rétablir ces souverainetés et marcher au socialisme doit donc, réciproquement, sortir de l'UE. Pour pasticher Lénine, « on ne peut avancer d'un pas vers le socialisme si l'on craint de sortir de l'Union européenne » !

Pour comprendre l'unité du Frexit progressiste et de la révolution socialiste en France, il faut avoir en tête que le grand patronat, symétriquement, associe unité stratégique de la casse sociale et de la casse nationale sur fond de projection impérialiste transcontinentale de l'impérialisme « français », par ailleurs de plus en plus décadent et en difficultés géopolitiques croissantes partout, de l'Afrique à l'Océanie, des Antilles à l'Indopacifique. En effet, pour araser toutes ces conquêtes démocratiques, laïques et sociales ancrées dans notre histoire qui forment ce que le MEDEF appelle avec mépris l'« exception française », pour mater la classe laborieuse et stranguler encore davantage le petit et moyen capital, pour extirper tous ces points d'appui que notre peuple a arrachés aux dominants de 1789 à 1968 en passant par 1793, 1905, 1936 et 1945, l'oligarchie, qui n'en est pas à un « choix de la défaite », voire de la défaisance près, déconstruit et recycle en permanence le cadre national déclaré « obsolète » au profit de ce que le Parti Maastrichtien Unique (LREM, LR, PS, EELV et leurs forces d'appoints... sans oublier Zemmour et le RN euro-ralliés) nomme l'« Empire européen ».

L'euro-dislocation en marche que la présidence Macron de

l'UE va précipiter, est parfaitement compatible avec l'exaltation, non pas du patriotisme républicain progressiste (Robespierre est honni, le rôle des FTP dans la Résistance est nié), mais du nationalisme réactionnaire mythifiant l'histoire contradictoire de la nation et trahissant la patrie comme en 1792, en 1871 (Thiers) et en 1940 (Pétain). Il est frappant qu'un Bolloré, qui nourrit le séparatisme breton et l'intégrisme catholique, soit également un pont de la Françafrique lié à Le Drian (= le complexe militaro-industriel hexagonal) et le sponsor d'Eric Zemmour sur la scène nationale... Euro-dislocation et fascisation, à la fois hexagonale et européenne, marchent du même pas et ont les mêmes racines de classe. Or ces questions territoriales et culturelles ne sont nullement négligeables pour des marxistes. Gramsci, linguiste de formation, a souligné l'importance de l'unification linguistique dans la construction de la nation italienne et longtemps, avant de s'écrier « PCF is back ! » avec Sir Fabian Russell, le PCF a su se faire un drapeau de la langue et de la littérature françaises en éditant *Les Lettres françaises* clandestines sous l'Occupation. Sur le plan territorial, l'économisme primaire de L.O. qui, pour éluder le combat anti-UE, ressasse l'idée fautive que « le cadre territorial où l'on est exploité importe peu », manque au B.A.-BA de toute réflexion stratégique qui consiste à choisir, autant que possible, le lieu où l'on peut le mieux se battre. Il est clair que si le cadre territorial – République indivisible ou Europe des Länder – lui était indifférent, le capital ne se battrait pas avec acharnement pour qu'advienne cet Etat fédéral européen que prétendait dessiner, fût-ce en pointillés, la Constitution européenne. Alors que nous, communistes, avons toujours défendu la souveraineté de notre pays (et celle des autres nations) tout en pratiquant l'internationalisme à l'échelle du monde, les forces de réaction – y compris avant 1789 quand les Capétiens disputaient aux grands feudataires l'exercice centralisé du pouvoir – ont toujours préféré la dispersion de la France en provinces féodales, les Empires germaniques romains régnant sur l'Europe, l'Empire bonapartiste oppressif phagocytant la République, sans parler de la Grande Europe raciale, donc antinationale, de Hitler. En réalité, il est capital de savoir dans quel cadre territorial on se bat pour conquérir le pouvoir, Empire transcontinental dominé par quelques Etats puissants, ou nations souveraines échangeant sur des bases égalitaires, comme s'y efforçaient Fidel Castro et Hugo Chavez au démarrage de l'Alba !

Il suffit d'étudier ce qui s'est passé en URSS lors de la contre-révolution des années 1989-1993 : les contre-révolutionnaires ont d'abord dépecé le camp socialiste (départ de la Hongrie et de la Pologne, annexion de la RDA), puis disloqué la Fédération soviétique (en bafouant le référendum de 1990), la Russie d'Eltsine a proclamé unilatéralement sa souveraineté par rapport à l'URSS et c'est une fois le socialisme détruit dans plusieurs Etats séparément qu'une recomposition s'est opérée, sur des bases capitalistes, sur le territoire de la « CEI » établie sur une partie de l'ex-URSS. De même, il est vraisemblable qu'un ou plusieurs pays passant au socialisme en Europe seraient préalablement sortis de l'UE – quitte, par la suite, à former entre eux une nouvelle Union aux objectifs sociaux diamétralement opposés à ceux de l'UE. Lénine avait donc raison de dire que le mot d'ordre des Etats-Unis socialistes

d'Europe est utopique ou réactionnaire ; et si demain, après avoir reconquis l'indépendance nationale et s'être dirigée vers le socialisme, la France devait s'associer à d'autres Etats progressistes, rien n'indique qu'elle devrait s'enfermer dans le cadre « blanc », européen, « chrétien » et impérialiste de la sacro-sainte « Europe », et non pas se tourner AUSSI vers la Méditerranée, les Balkans, voire vers la Russie (où les communistes marquent des points), l'Asie, l'Amérique latine, etc., sans s'enfermer a priori dans un cadre territorial très marqué et de tradition massivement impérialiste.

Voilà pourquoi le PRCF promeut l'Alternative rouge et tricolore, pour laquelle nous avons déjà diffusé de nombreux tracts, affiches et autocollants dans nombre de départements, posant des tâches concrètes aux communistes qui doivent œuvrer à la renaissance d'un Parti de combat et, plus globalement, à l'émergence d'un Front Antifasciste, Patriotique, Progressiste et Ecologique (que le PRCF nomme le FR.A.P.P.E.), a contrario d'un PCF euro-soumis et arrimé au PS tout en ayant renoncé à l'indépendance de la France. Euro-soumission, social-dépendance, social-démocratisation du PCF et fascisation marchent du même pas, si bien qu'avancer le mot d'ordre tranchant de FP est la meilleure façon de se démarquer du PCF-PGE, de son mentor socialiste et de rompre pour du bon, en pratique, avec le réformisme et la social-eurocratie. La revendication du Frexit progressiste permet aussi aux communistes (et aux syndicalistes de classe qu'ils sont par ailleurs) de se démarquer clairement sur une question hautement sensible à la classe ouvrière, celle de l'indépendance nationale et de la paix, non seulement du PS et de ses forces d'appoint électorales, mais aussi des états-majors euro-formatés des confédérations syndicales. Le PRCF et ses prédécesseurs, notamment la FNARC, s'honorent d'avoir dès longtemps avancé le mot d'ordre de rupture totale avec la C.E.S. et de retour des syndicats de classe à la FSM !

Le reproche récurrent qu'adressent aux partisans du FP les euro-trotskistes et autres social-européistes, est le risque de nous subordonner aux nationalistes fascistes. Or, c'est l'inverse qui est vrai : les principaux courants fascistes du pays sont ANTI-Frexit, aussi bien Zemmour, Le Pen, Ciotti et Dupont-Aignan. Tous ne cessent de jurer qu'à aucun prix ils ne sortiront de l'UE, de l'euro, et bien sûr, de l'OTAN ; Le Pen vient même d'affirmer qu'elle resterait dans Schengen si elle est élue ! Quant aux dirigeants national-fascisants (patriotes en paroles, fascistes en réalité eût-dit Lénine) de Pologne, des Pays baltes, de Hongrie, etc., leur « nationalisme » est seulement tourné contre les migrants, ils restent dans l'UE ou aspirent à y entrer et sont même la pointe avancée de la « Grande Europe » en marche, derrière l'OTAN, vers la grande revanche contre la Chine et/ou contre le pays de Stalingrad ! C'est pourquoi il faut expliquer aux masses que, le RN refusant la sortie de l'UE, il ne pourra tenir ses promesses sociales (par ex. la retraite à 60 ans : l'UE met la barre à 67 ans depuis les Accords de Barcelone de 2002 !), et pas davantage restaurer la souveraineté française, ni même préserver une défense « nationale » vouée à se fondre dans l'Armée européenne en gestation. Confondre le patriotisme populaire et républicain qui inspire le concept de Frexit progressiste avec le « nationalisme d'extrême droite » est donc, pour des marxistes, une faute

aussi virtuellement grave que celle qui eût consisté, sous l'Occupation, à confondre le « nationalisme » raciste et collabo des antisémites Pétain-Laval avec l'engagement du PCF clandestin, immigrés de la FTP-MOI en tête, à l'AVANT-GARDE du combat patriotique. Un combat qu'il ne faut à aucun prix confondre, sous peine d'aider les fascistes, avec le RACISME et la haine antimusulmane des fascistes et autres xénophobes. Ajoutons que l'UE étant constitutivement arrimée à l'OTAN, une bataille conséquente pour la paix et contre l'OTAN doit forcément s'accompagner d'une bataille pour la sortie de l'UE par la gauche.

En fait de « repli national », un FP à l'initiative de la classe ouvrière provoquerait une onde de choc en Europe et au-delà. Le FP commencerait par porter un coup fatal à l'UE, il déstabiliserait l'OTAN et ses préparatifs guerriers, il impulserait probablement une contre-attaque générale des salariés d'Europe et, à terme, il ouvrirait la voie à l'union de peuples enfin libres coopérant à égalité sur la base d'échanges égalitaires entre Etats souverains court-circuitant le dollar et l'euromark. Ainsi pratiquaient entre eux les pays de l'ALBA, Cuba en tête, avant que les Etats-Unis ne parviennent à déclencher contre eux leur série de coups d'Etat et de blocus inhumains. Loin de rabougir la France, le FP permettrait d'« aérer la maison » France, de faire du neuf avec l'Europe du Sud et avec l'Europe de l'Est, de révolutionner les rapports avec l'Afrique, de construire une nouvelle Francophonie dynamique et recentrée sur le Sud (la plus grande ville francophone du monde est Kinshasa !) et sur l'Ouest (Québec). En France, la politique du FP permettrait aussi aux communistes, s'ils la portent ensemble de manière offensive, d'ouvrir un large dialogue avec toutes les forces syndicalistes, patriotiques et républicaines non communistes, pourvu qu'elles rejettent à la fois l'euro-dislocation et la fascisation, le Parti Maastrichtien Unique et les extrêmes droites euro-nationalistes.

Nous ne disons pas « sortons et tout ira bien » (bien qu'on soit toujours mieux hors d'une prison que dedans) ; nous ne faisons pas plus de « l'étapisme » qui, le coupant de son débouché révolutionnaire, ferait du FP un moment clos sur lui-même et suffisant pour régler les problèmes du peuple. Nous disons : sortons pour créer les conditions de construire le socialisme en expropriant et nationalisant démocratiquement les secteurs-clés de l'économie, en rétablissant la souveraineté nationale et populaire, en réduisant drastiquement les inégalités, en rétablissant et élargissant les conquêtes sociales de 1936 et 1945, en décolonisant les DROM et mettant en place une nouvelle politique franco-africaine fondée sur l'égalité, en reconstituant un large secteur public industriel orchestrant la réindustrialisation et aidant l'agriculture paysanne, en mettant le peuple à l'offensive et brisant la fascisation de l'appareil répressif d'Etat, voire *in fine*, comme ce fut le cas à Cuba ou au Venezuela dans un premier temps, pour armer les travailleurs-citoyens, etc. En un mot : sortons pour affronter clairement, en la coupant au maximum de leurs mentors et alliés supranationaux, NOS grands capitalistes, ennemis principaux de notre peuple. Soit tout le contraire du Brexit réactionnaire.

Le FP accélérera un affrontement de classes qui, parvenu à

un certain SEUIL devra être tranché : soit par le retour brutal à la domination du grand capital, soit par la conquête décisive du pouvoir d'Etat par le prolétariat, par le « saut qualitatif » qui accompagne toujours le basculement d'un mode de production sociale à un autre mode de production. Loin d'éliminer la question du double pouvoir, de la rupture des appareils répressifs d'Etat, de l'auto-organisation des masses et de l'armement du prolétariat. Tout ce que Marx a analysé dans La Critique du programme de Gotha et que Lénine a développé dans L'Etat et la révolution, la bataille du FP ne fera que mettre ces questions au cœur de la problématique concrète.

Le Frexit progressiste, totalement distinct du nationalisme réactionnaire bourgeois et d'on ne sait quel « étapisme », constitue une proposition sérieuse, forte et construite. La question n'est certes pas de crier « Frexit progressiste », en sautant comme des cabris. Mais il constitue la seule alternative de classe et de masse face, à gauche, aux deux fausses alternatives de « l'union de la gauche » (dont se rapproche l'actuelle « Union populaire » de Mélenchon, bien loin du discours en réalité plus radical de la France insoumise de 2017 qui affirmait : « l'UE, on la change ou on la quitte ! ») d'une part, de l'attente passive de la part des euro-trotskistes en faveur d'utopiques « Etats-Unis socialistes d'Europe » d'autre part.

Notre pays se disloque de cent façons. Alors offensivement, que les organisations franchement communistes et les syndicalistes de classe s'engagent franchement, sans souci des criaileries de la petite bourgeoisie « alter » et de l'euro-trotskysme, pour que la France sorte par la voie progressiste, et dans la direction affichée du socialisme, de l'euro, de l'UE, de l'OTAN et du capitalisme !

[1] ... Ces Etats-Unis socialistes d'Europe que Lénine déclarait déjà « utopiques ou réactionnaires » en 1915, alors qu'au contraire, le droitier Kautsky et le gauchisant Trotski s'y référaient à l'unisson...

[2] Ou de manière plus pateline que l'indépendance c'est pas mal (traditions communistes obligent !), mais sans Frexit de préférence. Ce qui bien entendu, ne veut strictement rien dire, de même que ne signifie rien la « sortie des traités européens sans sortir de l'UE » chère au PCF.

[3] En novlangue euro-politiquement correcte, il faut dire comme le NPA : « prenons-garde-au-repli-national ! » ... et acceptons de réduire l'internationalisme par essence MONDIAL des communistes aux réduit européen et à sa projection euro-atlantique.

[4] 80% des ouvriers, 65% des employés, 62% des 18/25 ans, la majorité des artisans et des paysans, ont voté Non à la constitution européenne.

[5] UE et OTAN sont structurellement indissociables au point que l'on ne peut sortir de l'OTAN sans sortir de l'UE.

[6] Notamment les « bobos » des métropoles, aile marchante du sociétal-libéralisme, qui squattent l'économie impérialiste parasitaire, « pub », « com », finance, etc.

[7] Cf l'édifiante brochure de Stéphane Sirot « Que sont-ils devenus ? ».

[8] Une rupture non « cartériste », du nom de cet idéologue réac qui, dans les années 60, dénonçait les « cadeaux » de la France aux « rois nègres » et clamait dans Paris-Match, devenu depuis le journal de Bolloré et de la Françafrique, « la Corrèze avant le Zambèze » !

Les communistes face à l'U.E.

L'UE dans le système impérialiste mondial

Les conditions objectives de la situation internationale actuelle sont celles d'une crise aggravée de l'impérialisme. Les forces de la bourgeoisie et les opportunistes sont silencieux sur les causes réelles de cette crise, et ils mettent en avant d'autres facteurs, comme par exemple la gestion néolibérale, les banques et les banquiers ou la perte de souveraineté nationale. Cela provoque la confusion et favorise des illusions sur la possibilité d'une gestion du capitalisme en faveur du peuple-travailleur. Or la cause des crises du capitalisme-impérialisme est le mode de production capitaliste, dans lequel l'ensemble des moyens de production (terres, usines, entreprises, sous-sols, machines, plates-formes, moyens de transport) et d'échange (les banques et les caisses d'épargne, les assurances, les organismes financiers, le commerce, les compagnies de télécommunication, les médias ...) sont aux mains des possesseurs de capitaux, les capitalistes, qui exploitent les travailleurs et les travailleuses. Cette cause est aggravée par le stade impérialiste (capitalisme de monopoles) du capitalisme, car elle repose sur la contradiction principale entre la production de plus en plus sociale et la propriété privée des moyens de production et d'échange. D'un côté, des millions d'êtres humains travaillent en interaction, maîtrisent les outils de production et créent les richesses ; de l'autre, une poignée de capitalistes décident et profitent de la richesse créée par les millions de travailleurs et de travailleuses. Dans ces conditions complexes, l'analyse des communistes sur les causes réelles de la crise, ainsi que sur le caractère de classe de la croissance capitaliste, est d'une grande importance pour la préparation du mouvement ouvrier et populaire et pour le renforcement de la lutte des classes, pour que la classe ouvrière comprenne la signification de l'organisation socialiste de la production, qui est le seul moyen d'éradiquer les causes de la crise et de l'exploitation capitaliste. Les exemples des gouvernements dits « de la gauche radicale » montrent qu'ils sont des mécanismes de gestion et de reproduction de l'exploitation capitaliste. Comme LFI ou le PCF, ils sèment des illusions sur l'humanisation du capitalisme, et laissent s'installer une attente dangereuse dans le fait que l'on puisse résoudre les problèmes des masses populaires et satisfaire leurs besoins dans les conditions de l'exploitation capitaliste. L'expérience a montré que ces types de gouvernements (Podemos, Syriza...) brident le véritable radicalisme de la classe ouvrière et que leur politique réellement antipopulaire échoue. En régime capitaliste, a fortiori au stade impérialiste, les entreprises, les divers secteurs économiques et les pays ne peuvent se développer également. Dans le cadre de la

concurrence, de l'anarchie de la production, le développement inégal de l'économie capitaliste constitue une loi objective et présente donc un caractère inévitable. Les pays se développent par bonds, les uns s'enrichissant au détriment des autres. Une pyramide impérialiste se façonne avec des centres principaux et secondaires, et une échelle mobile des positions dans la pyramide. Le système impérialiste (capitaliste) mondial est composé d'États capitalistes comme des chaînons qui se différencient entre eux en raison du développement inégal, chacun ayant une position différente dans le système, avec des relations d'inégale interdépendance en fonction de leur force économique, militaire et politique. Sous l'impérialisme, il ne peut y avoir de développement harmonieux, combiné des divers pays. Les ententes internationales (UE, ACEUM, UNASUR, UEEA, ASEAN...) n'infirmement pas cette loi d'inégalité de développement. Dans l'UE, parallèlement, au pacte budgétaire européen, le système de coordination et de sanction, appelé « semestre européen », vise justement à une meilleure coordination des politiques menées, mais ne mettra pas fin à cette loi d'inégalité de développement, loi économique objective du capitalisme. Sur cette chaîne mondiale de l'impérialisme apparaissent des « maillons faibles » (ainsi nommés par Lénine), où vont se concentrer toutes les contradictions du système impérialiste. La loi de l'inégalité de développement économique et politique des États est fondamentale, car c'est le point de départ de la théorie léniniste de la Révolution socialiste, sur la possibilité pour un pays (ou exceptionnellement une série de pays) – le (s) maillon (s) faibles (s) - de rompre la chaîne impérialiste et de s'engager dans le socialisme au moyen de la révolution anticapitaliste. C'est en cela que l'impérialisme est la veille de la Révolution socialiste. C'est aussi cette loi léniniste qui est niée par le trotskisme. L'analyse de l'existence de contradictions inter-impérialistes reste une question clé du marxisme-léninisme. L'existence d'un puissant camp socialiste, sans effacer ces contradictions, a fait passer l'unité (relative) des États capitalistes au premier plan. Aujourd'hui, avec les effets de la contre-révolution internationale, les contradictions prennent le pas sur l'unité. La conquête de marchés, le besoin de repartager le monde, s'avèrent plus forts que les accointances idéologiques. C'est dans ce cadre que l'Union Européenne vise à former un pôle impérialiste en entente, pour contester l'hégémonie mondiale aux États-Unis, à la Russie, au Japon, à la Chine... Les États impérialistes d'Europe, ont créé une instance impérialiste continentale : l'Union européenne. De son côté, le Japon passe aussi des alliances en Asie ; les impérialismes russe et chinois se coalisent, eux aussi. Ces alliances constituent, au stade actuel, des cartels ou blocs. Chaque État capitaliste défend avant tout ses intérêts (ceux de ses

monopoles « nationaux »). La pandémie de Covid-19 l'a confirmé, démentant encore les thèses sur la prétendue naissance d'un impérialisme européen. Dans le domaine de la superstructure politique, le « nouvel ordre mondial » a renforcé les tendances aux restrictions continues des droits démocratiques dans les pays impérialistes. L'autoritarisme croissant des Etats impérialistes (la fascisation telle que définie par l'Internationale Communiste) est lié au renforcement de la dictature bourgeoise, couplée avec les injonctions et diktats des organismes supranationaux de l'impérialisme ; c'est une conséquence de la crise générale accrue et de la concurrence aiguë entre monopoles de chaque pays. Les organismes internationaux du capital financier et les Etats nationaux font appliquer conjointement les règles imposées du néo-libéralisme. A cet effet, chaque Etat capitaliste renforce ses instruments de coercition « nationaux », en liaison avec les appareils répressifs des pays voisins (OTAN, traités de Schengen, ...). L'ensemble de leur politique constitue la stratégie monopoliste pour favoriser l'accumulation des capitaux, la libéralisation des échanges économiques, les luttes et guerres pour gagner de nouvelles sphères d'influence dans l'intérêt des sociétés monopolistiques, seul moyen, pour elles, d'assurer leurs surprofits. En réalité, les phénomènes multinationaux et d'interdépendance, d'imbrications dans les positions de la chaîne impérialiste, reflètent la tendance générale à l'internationalisation de la production, des investissements, du mouvement du capital dans le cadre du marché capitaliste mondial. Cependant cette tendance ne saurait nier la loi du développement inégal entre pays, ni le fait que la plus grande partie de la reproduction du capital social est réalisée dans le cadre de l'économie capitaliste de l'État-nation, à la recherche des intérêts de ses propres monopoles. C'est sur la base de ce mouvement objectif et contradictoire de l'économie capitaliste que les contradictions inter-impérialistes s'exacerbent. La loi du développement inégal est l'une des bases du changement des conditions matérielles de la formation des alliances entre les États capitalistes, en particulier à l'époque du capitalisme monopoliste. Lénine a fort bien mis en relief cette conclusion particulière, en examinant le contenu économique du mot d'ordre des « États-Unis d'Europe ». Il a souligné que sous le capitalisme, ces « États-Unis d'Europe » seraient soit impossibles soit réactionnaires, car ils reviendraient à un accord permanent sur le partage des colonies et des marchés entre les grands États bourgeois européens. Il ajoutait que des accords temporaires seraient possibles entre les États européens, pour étouffer ensemble le socialisme en Europe, et pour protéger le pillage colonial et les marchés qu'ils contrôlent en faisant bloc contre les USA et le Japon. Les faits montrent la justesse des enseignements de Lénine. Les alliances impérialistes sont des alliances interétatiques représentant les intérêts communs des bourgeoisies des États membres. Leurs intérêts communs touchent à la croissance de leurs monopoles, au renforcement de leur compétitivité dans les conditions de l'exacerbation de la concurrence dans le système impérialiste mondial, ainsi qu'à la confrontation commune avec le mouvement ouvrier, avec la volonté de neutraliser les partis communistes révolutionnaires (criminalisation du communisme, en particulier). Cependant, la communauté d'intérêts des monopoles des différents

États d'une alliance impérialiste ne peut faire disparaître l'inégalité, ni l'organisation en État national sur laquelle s'appuie l'accumulation capitaliste. La communauté des intérêts ne peut faire disparaître la concurrence et les contradictions à l'intérieur d'une alliance impérialiste donnée, mais aussi entre les différentes alliances et coalitions impérialistes. Les changements dans le rapport de force international mènent aux changements dans la composition et dans la structure des alliances impérialistes. Des alliances impérialistes et l'exacerbation brusque des contradictions inter-impérialistes menant à la dissolution des alliances, sont les deux faces de la même médaille. L'exemple de l'UE est caractéristique. Cette structure représente aujourd'hui une forme avancée d'alliance entre les États capitalistes d'Europe, ayant traversé plusieurs stades de développement.

L'UE, ennemie des peuples

Les partisans de l'UE développent deux idées principales dans les masses. « *L'UE, c'est la paix !* » Or l'UE a été fondée dans la foulée de l'OTAN, que chacun connaît comme un organisme de paix (!). Chaque élargissement (et chaque exception confirmant la règle), jusqu'aux 28 États, a été conditionné à l'adhésion préalable à l'OTAN. Aujourd'hui, l'UE participe avec l'OTAN à tous les coups contre les peuples, avec les États-Unis. L'autre idée principale diffusée dans les masses, c'est que « *l'UE c'est la prospérité !* » Or depuis des décennies, quel est le bilan ? 25 Millions de chômeurs (17 millions en chiffre officiel), 40% des salariés sont précaires, 80% des nouveaux emplois sont des contrats précaires, la loi de la rentabilité financière touche tous les domaines de l'activité humaine : y compris la recherche, la culture, l'éducation, la santé, la prévoyance ; c'est la baisse générale du pouvoir d'achat, l'âge de vivre en bonne santé qui recule. On est bien loin des promesses d'un Jacques Delors qui annonçait « la prospérité » lors de la signature de Maastricht. Aujourd'hui, l'UE constitue une cartellisation, un bloc d'États impérialistes. Mais au-delà de l'association, les rivalités demeurent. L'Union Européenne est une création du capital financier pour la réalisation de ses objectifs de classe : chômage de masse, flexibilité du travail, précarisation des emplois, paupérisation des travailleurs, ruine des petites exploitations agricoles, destruction des systèmes de santé publique, de protection sociale, de retraites, politique de guerre, telles sont les conséquences de la recherche du profit maximum par les monopoles de chaque pays d'Europe. Le projet de « construction européenne » impérialiste, sous l'égide des partis conservateurs et de la social-démocratie, est réactionnaire sur toute la ligne. La stratégie des monopoles d'Europe est claire : casser les conquêtes politiques et sociales nées des luttes de classe et des résistances antifascistes, alors qu'existaient aussi une URSS au sommet de son prestige, un camp socialiste, un mouvement communiste international sur des bases révolutionnaires. Autour de la T.R.I.E (table ronde des industriels européens) par exemple, l'objectif des monopoles en entente dans les unions impérialistes est de ressusciter des formes archaïques de domination de classe. L'UE constitue une véritable régression de civilisation. Pour conduire cette régression, le capital financier recherche constamment un large consensus autour de la construction

européenne, consensus qui s'étend jusqu'aux organisations révisionnistes et réformistes. En France, extrême-droite, droite, PS, PCF, écologistes, sont les forces principales de ce consensus ; mais d'autres forces, présentées comme « contestatrices », accompagnent à « gauche » le dispositif, comme LFI, LO et NPA, sous couvert « de traités renégociés ou de désobéissance », « d'internationalisme », de « révolution européenne ». Il est également des courants néo-kautskystes contemporains qui surestiment le processus de rapprochement au sein de l'UE et vont jusqu'à évoquer « l'Etat européen » ou « l'impérialisme européen ». En réalité, il n'en est rien, les contradictions inter-impérialistes demeurent et s'aiguisent, parce qu'en dernière instance, former un Etat européen signifierait qu'un impérialisme domine suffisamment les autres, pour s'assujettir tout le monde et pour construire ainsi un nouvel Etat sous son égide et sa direction ; actuellement, aucun Etat n'est en mesure de réaliser cette tâche. De plus, cela signifierait que les Etats nationaux seraient aptes à « fusionner », pour créer une Europe fédérale, mais alors, comment expliquer que chaque sommet, au-delà des déclarations « unitaires », constitue un aiguisement des conflits pour la domination ou le positionnement de « son » impérialisme ? Comment expliquer le maintien et le renforcement des contradictions inter-impérialistes ? Le Brexit est la preuve que nous avons raison de ne pas céder à l'idée de la fatalité d'un Etat européen irrésistiblement en marche. Etat fédéral ? Les résistances sont multiples. L'Euro a aggravé une situation déjà précaire, avec la hausse des prix, la ruine des « moins compétitifs », et il a aussi exacerbé les contradictions. Nous ne pensons pas que nous puissions fixer notre stratégie de Parti communiste comme si l'Etat européen était déjà formé ; les nations continuent d'exister. Pour aboutir à un Etat unique, il faut que l'impérialisme dominant se soit assujetti tous les autres, ou alors c'est croire que dans le cadre du capitalisme, avec la propriété privée, la dictature du capital, l'inégalité de développement, peut se former pacifiquement une nouvelle « nation » sur une base de fusion pacifique. En effet, ces alliances continentales n'empêchent nullement la rivalité et la compétition, pour disputer des parts de marché. Pour conquérir de nouvelles zones d'influence, repartager le monde à leur profit, tous les moyens sont bons : OPA (Offre Publique d'Achat), fusions, espionnage industriel, attaques informatiques, mainmise satellitaire, financement de groupes terroristes, guerres et bientôt affrontements dans l'espace. Les Etats impérialistes d'Europe ont créé l'UE d'abord pour fortifier leur propre impérialisme, en alliance/rivalité avec les autres. Il est vrai qu'il existe un courant euro-atlantiste de certains Etats et monopoles, ceux-ci considérant qu'il n'est pas d'autre voie que de s'aligner derrière l'impérialisme dominant (l'américain), pour, dans son sillage, picorer les miettes laissées à ses alliés. D'autres rêvent d'une UE forte, se dégageant de l'emprise US, pour - avec les mêmes méthodes barbares et militaristes - prendre la relève et conquérir l'hégémonie mondiale. L'impérialisme français, depuis De Gaulle, avec plus ou moins de conséquences, s'est rangé à l'alliance franco-allemande dans ce but. Cette politique-là connaît de nouvelles difficultés depuis le NON au référendum en 2005 jusqu'au récent Brexit, avec la concurrence forte faite aux positions économiques de Paris et de Berlin. Le Brexit est une conséquence des

contradictions internes de l'UE, l'inégalité (de développement) de ses économies et la lutte entre les centres impérialistes, qui se sont accentuées dans les conditions de la récession économique. Notre parti considère que, pour être efficaces, la condamnation nécessaire de l'UE et de l'OTAN et la lutte pour le désengagement de tous les pays des organisations impérialistes (cela est valable pour l'UE), doivent être liées au renversement nécessaire du pouvoir du Capital par le pouvoir du peuple-travailleur. Internationale par son contenu, la lutte des classes s'exprime bien dans un cadre national.

L'impérialisme français dans l'UE

La perte de l'empire colonial a été concomitante d'une profonde réorientation de la politique de l'impérialisme français. En 1950, la moitié de la population française vivait encore en zone rurale. La loi de centralisation et de concentration du capital était moins agissante que dans les autres Etats impérialistes. La prégnance de l'empire colonial favorisait les tendances usuraires au détriment des grands monopoles industriels. L'existence d'un fort contingent de petites et moyennes entreprises patrimoniales était la traduction des freins objectifs à la loi de concentration. La V^{ème} République a été le régime (venu à maturité) produit des conséquences du développement capitaliste, mais facteur d'accélération de la concentration des monopoles. Le pouvoir gaulliste fit adopter une Constitution réactionnaire sur toute la ligne. Le pouvoir gaulliste a utilisé les lois du fonctionnement du stade impérialiste pour « moderniser » l'économie française. Les mutations ont été rapides et même brutales :

- sur le plan intérieur, politique classique de capitalisme monopoliste d'Etat, avec forte intervention de l'Etat pour favoriser le processus d'accumulation du capital en ayant recours à l'argent public. Cette politique s'accompagne du début de l'attaque contre les conquêtes sociales de la Résistance
- sur le plan international, De Gaulle substitua au vieux colonialisme qui craquait de partout, une habile et démagogique politique de néo-colonialisme (semi-colonialisme). En Afrique et au Proche-Orient, les Etats étaient formellement indépendants, mais totalement dépendants économiquement, avec la formation en Afrique de la zone Franc CFA, zone de pénétration et de domination de l'impérialisme français qui perdure encore aujourd'hui et donne même des signes de renforcement.
- développement d'une zone de libre-échange en Europe occidentale en alliance avec l'impérialisme allemand, dans une visée concurrentielle avec les impérialismes américain et britannique : « le Marché commun » (Europe des 6).
- promotion d'une Europe forte sous la direction de l'impérialisme français sur la base de son monopole nucléaire militaire, la fermeture des bases US en France, le retrait de l'inscription dans la chaîne de commandement de l'OTAN.

Le rapprochement avec l'URSS de Khrouchtchev (non sans visées gaullistes sur « l'Europe de l'Atlantique à l'Oural),

avec la Chine de Mao et avec certains Etats du Tiers-monde dirigés par la bourgeoisie nationale, les contradictions accrues avec Washington et Londres (dans certaines limites, la France ne se retira pas du Pacte Atlantique), activèrent un courant nationaliste et révisionniste dans le PCF. Ce véritable « gaullo-communisme » se manifestera à plusieurs reprises dans le PCF de Marchais. C'est le reflet de la survivance de vieilles tendances nationalistes, conciliatrices avec l'impérialisme français, dans le mouvement ouvrier. Sur le plan social, la volonté d'intégrer les bureaucraties ouvrières fut conduite avec habileté et patience par le capital, conforté par la montée de l'opportunisme, par l'octroi de divers avantages et sinécures. La réorientation gaulliste de la politique impérialiste de la France fut ensuite modifiée sensiblement par ses successeurs : Pompidou, Giscard, Mitterrand, qui œuvrèrent au rapprochement avec Londres et Washington (ouverture du Marché commun, CEE, Acte unique, puis UE et réintégration progressive dans l'OTAN). Dans les années 70, fut inaugurée une « politique des créneaux » fondée sur le partage de l'Europe avec l'impérialisme allemand, la France liquidant ses industries traditionnelles (perte d'1,9 million d'emplois dans la métallurgie et la sidérurgie) pour miser sur l'aéronautique, le complexe militaro-industriel ou des secteurs à la rentabilité rapide comme les banques et assurances, l'industrie du luxe, le tourisme. Dans les années 70, se manifestèrent également la crise du capitalisme monopoliste d'État (CME) et la tendance à se ranger derrière l'axe anglo-américain, traduite par l'entrée de la Grande-Bretagne dans le Marché commun et le rapprochement avec l'OTAN. Sous la Vème République, le pouvoir est hautement centralisé autour du Président de la République. Ce trait n'a cessé de s'accroître jusqu'à l'omnipotence de Macron. Cet héritage de la monarchie favorise l'application directe des directives des monopoles. Les ministres et membres des conseils d'administration passent d'une fonction à l'autre dans ces instances, confirmant amplement l'analyse marxiste-léniniste sur le mécanisme unique des monopoles et du pouvoir, l'Etat capitaliste étant subordonné aux grands groupes. La réaction a poursuivi opiniâtement un double programme qui est en voie d'achèvement : liquidation des conquêtes sociales et liquidation des libertés démocratiques bourgeoises obtenues par la résistance armée antifasciste. Macron a été choisi pour accélérer ce rattrapage d'un certain retard de l'exploitation capitaliste en France. La politique des créneaux choisie par l'impérialisme français a eu pour conséquence l'apparition de puissants monopoles internationaux. 10 monopoles français figurent en 2006 parmi les 100 premiers super monopoles, 6 en 2020 et des places prises largement par des monopoles chinois entrants. Avec 31 des 500 plus importants groupes mondiaux en 2020 (28 en 2017), la France est au 4e rang du Fortune Global 500, derrière les États-Unis, la Chine et le Japon, mais devant l'Allemagne et le Royaume-Uni. Paris est la troisième ville mondiale accueillant le plus de sièges sociaux des 500 plus importants groupes mondiaux après Tokyo et Pékin. Toutefois, la plupart des grandes entreprises françaises actuelles étaient déjà de grandes entreprises trente ans auparavant et le renouvellement tarde à se faire. En 2008, le classement des 20 premiers monopoles français, est une illustration de cette politique des créneaux, fondée sur la spécialisation étroite plus que sur les besoins globaux du

pays. Les compagnies bancaires et assurances, le BTP, le pétrole, l'automobile dans une certaine mesure, l'aéronautique et l'industrie du luxe, sont les secteurs où le capitalisme français est le plus « compétitif ». Si l'on prend en compte les 200 plus importants super monopoles mondiaux, les entreprises du complexe militaro-industriel, de l'agro-alimentaire, de l'énergie et du transport, voire de la pharmacie, se rajoutent. Souvent, ces monopoles français sont leader mondiaux dans leur domaine. Les super monopoles français présentent une autre caractéristique : la majorité de leurs profits vont découler des investissements directs à l'étranger (IDE, exportation de capitaux). Cela souligne le caractère rapace, prédateur du capitalisme français. Seuls le Royaume-Uni et le Canada présentent des ratios « stock d'investissements directs à l'étranger/PIB » plus élevés que les monopoles français. Les IDE se portent également massivement sur les privatisations dans les autres pays (contrôle électricité, eau, transport, infrastructures). Les monopoles « nationaux » sont donc parmi les champions impérialistes des délocalisations, du transfert accéléré du travail vivant vers les ateliers du « Tiers-Monde ». Le capital industriel en France a toujours fait preuve de frilosité. La recherche du surprofit pour certains monopoles « moins compétitifs » dans l'hexagone pousse certains à s'installer davantage là où le prix de la force de travail est le plus bas. L'État des monopoles pousse à des fusions stratégiques avec des entreprises étrangères ou françaises afin de donner plus d'impact à la pénétration du marché mondial. Pendant la pandémie COVID, les monopoles français ont continué et gagné de nouvelles positions : absorption de Bombardier par Alstom devenu leader mondial, de Tiffany par LVMH, fusion Peugeot-Fiat, EDF rachète GE nucléaire (General Electric), P3G Group et Alsapan devient Alpagroup, la fusion ratée Carrefour-Couche Tard (Canada) est même non validée par l'État français qui n'y voyait pas un assez fort bénéfice pour son monopole (...), Air Liquide qui se renforce en Afrique du Sud, Orano qui rachète la branche nucléaire de Daher, Sanofi qui rachète Translate (américain sur l'ARN messenger), etc. Bien sûr, cela n'est pas en sens unique et les monopoles d'autres pays gagnent aussi des positions et des marchés. Mais le bilan récent est positif pour la France. A cela s'ajoutent des ventes record d'armes (Caesar, C55, Rafale, navires, futur SCAF...). Sur la période 2015-2020, comparée à 2005-2010, la France a progressé de 44 % (!) sur le marché des exportations, au contraire de la Grande-Bretagne, par exemple, qui perd 27 % de part sur le marché militaire. Même l'affaire des sous-marins est plus contrastée que ne laissent penser les médias français (voir notre contribution sur ce sujet sur notre site national ou notre chaîne TV). Le capital financier (fusion du capital industriel et bancaire) « hexagonal » a également l'un des plus faibles (ou le plus faible selon les périodes) taux d'investissement national en comparaison avec tous les pays capitalistes développés. L'oligarchie financière française (fraction dirigeante de la bourgeoisie depuis le stade impérialiste) est toujours à la recherche du profit non seulement maximal mais immédiat. Cela au détriment de la production en France. En effet, avec l'impérialisme, le seul capital industriel, s'il n'est pas fusionné jusqu'au bout avec le capital bancaire pour en tirer toutes les parties, ne fait pas toute la puissance des monopoles. L'Allemagne est d'ailleurs en retrait (c'est relatif !) sur le capitalisme financier et les

profits tirés du capitalisme spéculatif, et c'est plutôt l'inverse pour la France. Le capitalisme de monopoles français a finalement un double caractère : spoliateur et rapace sur le plan international, mais dépendant, dans l'hexagone, des capitaux américains, allemands, japonais, chinois.

De cette dualité, nous devons tirer des conclusions politiques stratégiques :

a/ La bourgeoisie française n'est pas victime de la domination d'autres impérialismes. C'est sciemment, par recherche du profit maximum, qu'elle cherche à économiser certains investissements en France, en livrant certains secteurs à ses rivaux, et à s'assurer du profit maximal dans des pays où la législation du travail est encore plus favorable au capital.

b/ Les intérêts de classe de la bourgeoisie monopoliste française, non seulement sont contraires aux intérêts de classe des travailleurs, mais aussi au développement du pays.

Les conditions objectives sont venues à maturité pour que le prolétariat chasse la bourgeoisie du pouvoir économique et politique et instaure un nouveau mode de production le communisme avec l'étape du socialisme. Le capitalisme français se situe aux avant-postes de l'impérialisme le plus agressif. Les multinationales françaises, en s'emparant du marché productif des pays dominés, vont donc permettre à l'impérialisme français de jouer sa partition dans la lutte pour le repartage du monde à l'intérieur même du cartel européen et aussi en concurrence avec les autres unions impérialistes de l'UE. Les secteurs bourgeois et la classe capitaliste ignorent volontairement l'intérêt du pays, qu'ils assimilent plus exactement à leurs propres et étroits intérêts de classe. Notre Parti ne pense donc pas que les alliances de classes à construire pour le prolétariat de France soient dans le ralliement avec certains secteurs bourgeois « patriotiques », mais qu'elles se situent avec les travailleurs des pays opprimés par notre propre impérialisme. D'autres organisations politiques pratiquent le nihilisme national dénoncé par Lénine et Staline, et refusent le combat de classe contre les délocalisations et l'affaiblissement des capacités de production en France, ce qui affaiblit parallèlement les bases objectives de la révolution prolétarienne dans notre pays. Dans l'UE, la France conteste et se partage donc le leadership avec l'Allemagne, par un jeu de bascule prenant appui sur les autres impérialismes : britannique, américain, russe, chinois, selon les besoins, en regard de la stratégie des monopoles. Elle peut s'appuyer sur son statut de premier domaine maritime mondial (et récemment augmenté en fonds sous-marins), et sur ses nombreuses bases et positions militaires. Le poids de l'impérialisme français se reflète aussi dans le fait que ses représentants comme Lagarde (après 8 ans passés à la tête du FMI), désormais présidente de la BCE, avant elle Lamy (OMC) et Strauss-Kahn (FMI), ont dirigé ces organismes mettant en œuvre les ajustements structurels paupérisant les prolétariats et la petite paysannerie dans le monde entier. N'oublions pas, pour les plus célèbres, les Delors, Barnier, ou Breton, ancien ministre, PDG d'ATOS et aujourd'hui commissaire européen, chargé du marché intérieur, de la politique industrielle, du tourisme, du numérique, de l'audiovisuel, de la défense et de l'espace...

En 2018, la fortune cumulée des 500 individus les plus riches de France représente près de 30% du PIB du pays. Cette part est en très forte augmentation, puisqu'elle n'était encore que de 10% en 2009 ; en 2020, Bernard Arnaud est la deuxième fortune mondiale (et a même été la première pendant quelques mois en 2021) ; la France bat ses records de classement de milliardaires et millionnaires. Les bases matérielles de l'impérialisme français résident dans l'exploitation des travailleurs en France et dans les autres pays. Le semi-colonialisme favorise la réalisation du profit maximum, le bloc de classe autour de l'oligarchie financière, des couches bourgeoises non monopolistes et de certaines fractions populaires via les directions réformistes. Les faits montrent que Macron veut relancer et redynamiser l'impérialisme français pour lui faire jouer un plus grand rôle (soutien renforcé aux monopoles, Loi de programmation militaire agressive), avec des alliances ponctuelles et variables, y compris chinoises, dans la continuité du couple franco-allemand (avec toutes ses contradictions et la lutte pour l'hégémonie) tout en se rangeant sous le drapeau du « capitalisme vert ».

La lutte contre l'UE, les tâches des communistes

Contre l'UE, la tâche des communistes révolutionnaires doit être d'abord de se démarquer du consensus général, de défendre les revendications sociales, les services publics, les droits démocratiques, la souveraineté nationale, de lutter contre les fermetures d'entreprises en posant la question de la propriété privée, de s'opposer aux projets (et au commencement de réalisation) d'armée européenne, dangereuse pour les peuples d'Europe et du « Tiers-Monde ». Contre l'UE, les communistes doivent contribuer à ce que se forge un large bloc populaire des forces du travail et de la culture sous la direction de la classe ouvrière pour exiger la rupture de la France avec l'UE contre la « construction européenne », sans renoncer aux luttes internationales avec les Partis et peuples frères pour la dissolution de l'UE, entente internationale de bandits impérialistes. Notre parti a fait des propositions en ce sens, bien accueillies à l'ICE (Initiative Communiste Européenne, regroupant 29 partis ou organisations en Europe) dont nous sommes membres. Il faut donc combattre le point de vue néo-kautskiste, influent dans le PCF et les partis trotskistes selon lequel, il n'y aurait plus qu'un « Empire US », seul Etat véritablement impérialiste dans le monde, contre lequel « il faut s'unir avec certaines autres unions ou Etats capitalistes » comme la Russie, la Chine, voire l'UE ! C'est la voie de nouvelles trahisons comme en 1914. Les marxistes-léninistes de France doivent combattre le système mondial impérialiste et les Etats qui le composent. L'impérialisme américain, même affaibli par sa crise, reste puissant et le principal facteur de guerres contre les peuples qui veulent un développement indépendant. Cependant, les Etats de l'UE, dont la France, regroupés dans l'OTAN mais aussi agissant de « manière indépendante », sont de puissants exploiters internationaux avec de solides traditions bellicistes et militaristes. Nous devons forger des alliances de classe (comme Lénine et Staline nous l'enseignent) contre le même adversaire impérialiste, avec les peuples-travailleurs des pays opprimés par l'impérialisme français, élaborer une stratégie commune, de même avec les

prolétariats des pays de l'UE. La tâche historique du prolétariat de France et des communistes est dans notre pays de renverser le capitalisme. Il ne faut pas casser un des outils de notre ennemi, mais bien notre ennemi lui-même. Aussi faut-il combattre ceux qui invoquent des arguments non matérialistes du type : « *Le gouvernement applique les ordres de l'étranger* » ou « *Ils servent les Allemands* », « *Les étrangers nous gouvernent* », « *Nous sommes sous l'occupation* », « *La France est devenue un protectorat* », « *Nous avons perdu la souveraineté nationale* », etc. Dans le mouvement ouvrier et populaire, nous devons combattre ceux qui trompent le peuple, car ils dénaturent la réalité et proposent des solutions caduques dans le cadre du capitalisme. Les relations de dépendance et d'interdépendance décrites plus haut ne seront pas abolies dans le cadre de l'humanisation des « Unions impérialistes » ou avec plus de « démocratie » dans les institutions européennes ou « une simple sortie avec plus de souveraineté », mais à travers le désengagement des pays de ces unions, leur dissolution, l'établissement du pouvoir de la classe ouvrière, la socialisation des moyens de production et d'échange, la planification centrale démocratique et le contrôle ouvrier de l'économie, au moyen du socialisme vers le communisme ! Dans un État impérialiste comme le nôtre, le concept de « bourgeoisie nationale » victime du pillage impérialiste n'est pas opérant. Dans le sillage des monopoles, nombre de PME ont par exemple un marché européen voire mondial, ou sont des sous-traitants des monopoles. C'est là aussi une des mutations du capitalisme depuis 1945. Aujourd'hui, la France n'est pas occupée, la bourgeoisie monopoliste est un des piliers du système impérialiste mondial, un des promoteurs de l'UE, un participant actif de l'OTAN, les dirigeants bourgeois français dirigent ou ont récemment dirigé plusieurs organismes impérialistes internationaux : BCE, FMI, OMC. L'impérialisme français est donc un oppresseur international des peuples ! Les tâches nationales contemporaines que sont la reconquête d'une pleine souveraineté et le droit fondamental à disposer d'une libre voie de développement, sont partie prenante de la lutte contre l'impérialisme et pour le socialisme ; elles lui sont subordonnées. C'est-à-dire qu'elles seront résolues par la lutte pour un changement révolutionnaire de mode de production. Notre Parti ne fait pas une muraille de Chine de savoir si la rupture avec l'UE sera avant, pendant ou après le processus révolutionnaire. Pour notre Parti, l'alternative véritable à l'UE, ce n'est pas une France capitaliste « indépendante », ce qui ne résout pas la tâche historique d'en finir avec le capitalisme en France (ni même ne rapprocherait de cet objectif puisque cela pourrait engendrer « l'union sacrée »), mais bien la Révolution socialiste. Pour notre Parti, si nous devons tactiquement arracher certaines couches non monopolistes à l'influence de l'oligarchie financière, l'objectif immédiat est de développer aujourd'hui le facteur subjectif sans lequel la Révolution est impossible, à savoir la construction et le renforcement du Parti, la conscientisation révolutionnaire de la classe ouvrière et des masses. Mais ceci n'est pas le sujet central de ce premier numéro d'« Echanges Communistes ». Le refus des diktats de l'UE est par exemple susceptible de déclencher des luttes immédiates. Par refus des diktats, nous voulons dénoncer par exemple la

« subsidiarité » et la priorité donnée à la législation européenne, refuser le néo-libéralisme, prôner le droit fondamental de chaque peuple à décider librement des voies de son développement. La tâche des communistes, selon nous, est de trouver des axes de luttes communs à tous ceux qui se sont opposés au projet liberticide de Traité constitutionnel européen, tout en démontrant que l'UE est une structure impérialiste, qui ne peut servir de cadre à des progrès sociaux et démocratiques, en rappelant dans chaque circonstance, notre objectif de rupture et de dislocation de cette entente impérialiste antisociale et antipopulaire, même si cet objectif n'est pas compris majoritairement actuellement. L'action pour la rupture commence avec le soutien et avec si possible le déclenchement des luttes des travailleurs qui s'opposent en pratique aux directives de l'UE, même s'ils restent prisonniers des illusions sur « l'Europe sociale » : défendre les luttes (y compris illégales) des marins-pêcheurs, des paysans-travailleurs, des cheminots et usagers qui s'opposent à la dérèglementation et à la fin des services publics, des ouvriers qui s'opposent aux délocalisations ou aux fermetures, en reliant leur lutte à la nécessité d'éclairer sur la nature du capitalisme, sur la politique réelle de l'UE. La politique de l'UE apparaît ainsi pour ce qu'elle est, non comme celle de l'incarnation d'un « idéal européen », mais comme l'application des directives et exigences des grands groupes du capital financier, rendue obligatoire et légale dans chaque pays par les divers traités européens. Les travailleurs doivent agir dans les pays de l'UE, par les luttes contre les diktats de Bruxelles et contre l'austérité, pour faire payer sa crise et ses dettes à la bourgeoisie monopoliste dans la perspective de la rupture avec l'UE et du socialisme.

Le mouvement ouvrier doit lutter sur deux fronts, pour ce même mobile de classe, autour du refus des diktats de l'UE :

a/ contre la tendance du PCF, de la « gauche de la gauche » et des organisations trotskistes à soutenir le cadre de l'UE comme lieu des transformations sociales et démocratiques, tendance qui range le mouvement populaire sous le drapeau du cartel des États impérialistes d'Europe.

b/ contre la tendance nationaliste qui, déconnectant la lutte anti-UE de la lutte pour le socialisme et l'orientation de classe, peut pousser le mouvement populaire sous le drapeau du social-chauvinisme. La question sociale (la révolution) se subordonne la question nationale. C'est la différence avec la situation de 1940. Les travailleurs doivent engager des luttes multiformes contre l'UE, instrument de domination et d'oppression des monopoles de chaque pays européen, et la juste voie révolutionnaire anti-UE est celle du combat permanent jusqu'à la rupture avec cet organisme réactionnaire dirigé contre le mouvement ouvrier et contre « le socialisme en Europe » (comme le prévoyait Lénine).

Conclusion

Lénine a eu raison de prédire que les Etats-Unis d'Europe seraient impossibles ou réactionnaires, impossible sans la domination complète, écrasante et totale d'un impérialisme sur les autres. Nous sommes pour le dépassement révolutionnaire des nations dans le cadre du socialisme

mondial, sur la base de l'épanouissement préalable de toutes les potentialités nationales. L'humanité entrera alors dans l'étape de la mondialisation communiste, où les frontières et les préjugés nationaux seront complètement caducs. Rien n'est joué, les peuples peuvent envoyer l'UE et son pôle impérialiste aux oubliettes de l'histoire. Le changement révolutionnaire en France sera socialiste. Ceci est objectivement nécessaire. Le fait que le rapport des forces soit aujourd'hui négatif, qu'il y ait un retard dans le facteur subjectif, ne change pas le caractère de la révolution. Les forces motrices de la révolution socialiste seront la classe ouvrière en tant que force dirigeante, le semi-prolétariat, les couches populaires urbaines opprimées du

secteur indépendant, les intellectuels progressistes, et les paysans pauvres. Le PCRF, dans des conditions non-révolutionnaires, consacre ses forces à la préparation du facteur subjectif. Les difficultés de notre lutte sont grandes, la pression bourgeoise et opportuniste est forte. Mais les communistes sont tenus de faire preuve d'une grande endurance et de détermination dans la défense de la vision du monde marxiste-léniniste, pour jouer chaque jour un peu mieux un rôle de premier plan dans les luttes prolétariennes, dans la lutte antimonopoliste-anticapitaliste, pour essayer d'obtenir, dans toutes les conditions, la connexion entre les activités quotidiennes et la lutte pour le pouvoir prolétarien révolutionnaire.



Couverture: Photomontage à partir d'une affiche soviétique de propagande pour la Paix: « Nous exigeons la Paix! », Viktor Koretsky, 1950.

Quatrième de couverture: Photomontage à partir d'une œuvre futuriste soviétique: « Battre les Blancs avec le coin rouge », Lazar Lissitsky, 1919.